PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION DES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN

de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin

SOMMAIRE

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE 4

PRÉAMBULE 5

LES DÉFINITIONS 7

Article 1. Quartiers d'intervention 8

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration 8

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville 9

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 10

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration 21

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration 22

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 27

Article 5.1 Opérations d'investissement dont le lancement opérationnel pourra s'effectuer pendant la phase de préfiguration 27

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration. 28

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain 28

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 31

Article 8. Gouvernance et conduite de projet 33

Article 8.1. Gouvernance 33

Article 8.2. Conduite de projet 33

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés 35

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail 35

Article 9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain 35

Article 9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail 36

Article 9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet 36

Article 9.2.2 L'accompagnement des ménages 36

Article 9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail 37

Article 9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail 37

Article 9.5. Modalités de financement du programme de travail par la Région 37

Article 10 (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration 39

Article 10.1 Opérations financées par l'Anru 39

Article 10.2 Opérations financées par l'Anah 39

Article 11. Durée du protocole de préfiguration 39

Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique 39

Article 11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration 40

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'Anru 40

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration 40
Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement 40
Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 40
Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole 41
Article 13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru 41
Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah 41
Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts 41
Article 13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires 41
Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru 41
Article 13.5. Contrôle et audits 41
Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements 42
Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole 42
Article 13.8. Traitement des litiges 42
Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 42
Article 14. Dispositions diverses 43
Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru 43
Article 14.2 La signalétique des chantiers 43
ANNEXES 45

Vu le règlement général de l'Anru (RGA) relatif au NPNRU en vigueur,
Vu le règlement financier (RF) de l'Anru relatif au NPNRU en vigueur,
Vu la délibération 20161396 du 13 octobre 2016 de la Région Hauts-de-France relative à son cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la politique de la Ville 2017-2021
Vu la délibération 20170046 du 2 février 2017 relative au Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE

Il est convenu entre,

- L'État, représenté par le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'Etat dans le département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département,
- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru », représentée par son directeur général,
- La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, représenté par son Président, ci-après nommé le porteur de projet[1],
- La ville de Lens, représentée par son Maire,
- La ville de Liévin, représentée par son Maire,
- La ville d'Avion, représentée par son Maire,
- La Caisse des Dépôts, représentée par sa Directrice Régionale,
- Le Conseil Régional des Hauts de France, représenté par son Président,
- Maisons et Cités, représentée par son Directeur Général,
- Sia Habitat, représentée par sa Directrice Générale,
- Pas-de-Calais Habitat, représentée par son Directeur Général,

Ce qui suit :

[1] Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (Départements d'Outre-Mer, Communes non inscrites dans un EPCI)

PRÉAMBULE

Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier de présentation, examiné :

- en réunion de travail partenarial du 16 mars 2016
- par le comité local d'engagement du 11 mai 2016 pour les deux quartiers d'intérêt régional
- par le comité d'engagement du 5 septembre 2016

Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin se situe au cœur du Bassin Minier, entre l'agglomération d'Hénin-Carvin et l'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys romane bénéficiant d'une situation géographique privilégiée au cœur de la Région Nord - Pas-de-Calais. Le territoire qui se compose de 36 Communes, se caractérise par la présence de nombreuses cités minières dans sa partie centrale, formant un tissu urbain continu et dense, entouré par des communes plus rurales au Nord et au Sud. L'agglomération compte 241 645 habitants (recensement 2013), et l'évolution démographique est en baisse de 1,7% depuis 2008.

Le passé industriel minier a marqué l'histoire de ce territoire, à l'origine agricole et rural : une organisation spatiale et sociale singulière, l'héritage d'un patrimoine historique (bâtiments, terrils, etc.), d'un parc social important (moyenne de 48% de logements sociaux sur l'agglomération) essentiellement de type individuel, un taux de chômage élevé et une forte précarité de la population à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération.

Aujourd'hui, l'ambition du territoire est de changer d'image et d'initier une dynamique de redéveloppement, en s'appuyant notamment sur :

- La dynamique initiée par l'inscription du bassin minier au patrimoine mondial de l'Humanité par l'Unesco, et les actions qui se mettent en place dans ce cadre,
- Le Louvre-Lens et son impact positif sur l'image du territoire, son apport au développement local, notamment touristique.
- Les projets développés sur le site emblématique du 11 /19 à Loos-en-Gohelle, à la fois lieu de mise en valeur et de mémoire du patrimoine minier, pôle culturel (scène nationale Culture Commune) et espace d'innovation sur les questions liées au développement durable.
- Les pôles d'excellence et d'innovation implantés ou en projet sur le territoire : Ekwation (cluster sur l'éco construction) à Loos-en -Gohelle, Vivalley à Liévin, institut des métiers d'arts et du patrimoine à Lens. A ces projets localisés dans le territoire de l'agglomération, on peut ajouter le pôle Euralogistic, sur la plateforme Delta 3 de Dourges, qui bien que situé sur le territoire de l'agglomération voisine, sert de point d'appui à la stratégie de prospection ciblée mise en place par la CALL pour valoriser et développer la filière logistique.
- La présence du pôle universitaire lié à l'Université d'Artois et du pôle santé-hospitalier de la Gohelle, incluant le Centre Hospitalier de Lens.

Un des enjeux de la cohésion sociale à l'échelle de la communauté d'agglomération est que l'ensemble de l'agglomération puisse bénéficier de ce redéveloppement, qu'aucune partie de la population ne soit davantage exclue.

Les projets du programme national de rénovation urbaine (PNRU, 2003-2015) se sont développés sur 5 communes de l'agglomération : Angres, Billy-Montigny, Avion, Lens et Liévin.

La Communauté d'Agglomération de Lens Liévin (CALL) créée en 2000 exerce la compétence Politique de la Ville pour les dispositifs contractuels de développement urbain, social et d'insertion ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance.

PROJET TERRITORIAL DE COHÉSION SOCIALE ET CONTRAT DE VILLE

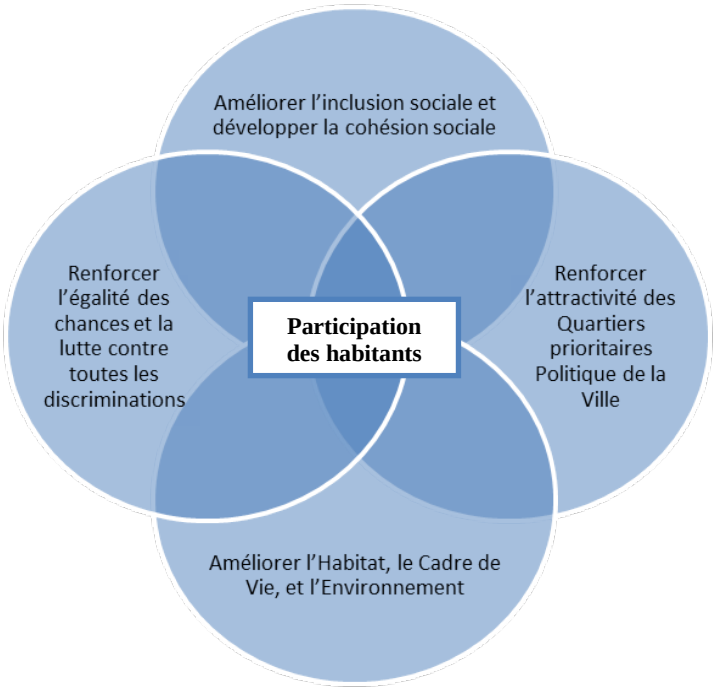
Le diagnostic du projet de territoire de cohésion sociale et sur les divers travaux réalisés par la Mission du Bassin Minier pose le constat d'un territoire en décrochage social, économique et urbain suite à la désindustrialisation : faible capacité contributive, centralités urbaines multiples (posant des

enjeux d'équilibre territorial), concentration des populations les plus précaires dans le parc minier et social, facteur de « mobilités sélectives » et de reproduction sociale.
56 049 habitants (soit plus de 22% de la population) vivent dans les 21 quartiers relevant de la Politique de la Ville de la CALL. Les indicateurs de fragilité et de difficultés sociales et économiques de ménages vivant dans ces quartiers se retrouvent dans la plupart des autres quartiers du territoire

Le Projet de Territoire de Cohésion Sociale et le Contrat de Ville 2015-2020 s'articulent autour des orientations co-construites avec les communes et les partenaires, à savoir :

- Améliorer l'inclusion sociale et développer la cohésion sociale.
- Améliorer l'Habitat, le Cadre de Vie, et l'Environnement.
- Renforcer l'attractivité des Quartiers prioritaires Politique de la Ville.
- Renforcer l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et l'égalité femme/homme.

Pour placer les habitants au cœur de la démarche comme l'illustre le graphique ci-dessous :



LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme de travail » ou « programme »** est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru, ou par délégation par le délégué territorial de l'Anru, qu'elles soient financées ou non par l'Anru.

- **L'« opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les concours financiers de l'Anru**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'Anru, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'Anru et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'Anru relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - Anru - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le décret du 30 décembre 2014, pris en application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, a inscrit sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, 21 quartiers comme quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) (plan de situation en annexe 1).

Parmi ceux-ci les quartiers suivants ont vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'Anru :

- le quartier d'intérêt national, identifié dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visé en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :
    - la Cité du 12 / 14 (QP062024) à Lens (62) ;

- les quartiers d'intérêt régional retenus par le conseil d'administration de l'ANRU en date du 21 avril 2015 :
    - le quartier République - Cité 4 (QP062019) à Avion (62),
    - le quartier Calonne – Marichelles – Vent de Bise (QP062028) à Liévin (62)

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

Le territoire, comme tout le bassin minier est confronté, depuis la fin de l'activité minière à une problématique de crise et de développement qui est essentiellement une problématique de renouvellement urbain : le recyclage d'un modèle urbain dont l'équilibre a été rompu par la perte massive des emplois et des ressources des mineurs.

Depuis 1970, où l'ensemble des cités minières totalisaient plus de 120.000 logements, plus d'un tiers de ce parc a été démoli. Les 70.000 logements restants de ce parc sont répartis sur 563 cités, dont 124 sont maintenant inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le territoire de la CALL reste complètement inscrit dans cette problématique de renouvellement urbain de l'ensemble du territoire et particulièrement des anciennes cités minières.

Le patrimoine minier représente encore un quart du parc total de logements du territoire, et reste la forme urbaine dominante du cœur urbain où il représente encore de 40% à 55% des logements de ses principales communes.

S'agissant des logements miniers, le patrimoine classé par l'UNESCO porte sur :
124 cités minières, réparties dans environ 70 communes ; environ 27 000 logements, dont : 23 500 logements propriété de Maisons & Cité SOGINORPA, soit 38% du patrimoine global de ce bailleur, 3 500 logements propriété de SIA Habitat, soit plus de 10 % du patrimoine global de ce bailleur.

Les conditions particulières du renouvellement urbain sur ce territoire

Ce renouvellement urbain doit être pensé aujourd'hui dans un système d'opportunités et de contraintes très particulier, avec :

- un marché immobilier détendu et segmenté, avec une prédominance de l'habitat individuel, en stock et dans la demande, que ce soit dans le parc privé comme dans le parc public,
- un parc social particulier (importance de l'ancien parc « institutionnel » privé des mines) et tellement prééminent que les autres marchés du logement sont plutôt marginaux et peu dynamiques au cœur de l'agglomération mais en croissance en périphérie,
- libération des logements suite aux départs des ayants droit, impactant le niveau de l'offre en logements locatifs sociaux, ainsi que l'attractivité du patrimoine locatif social collectif,
- des polarisations et des densités urbaines très relatives, avec un cœur urbain étendu et en voie de structuration, plus dense qu'un urbanisme pavillonnaire, mais bien moins dense que l'urbanisme de centre-ville,
- la protection patrimoniale de l'habitat ouvrier, avec les cités classées UNESCO, et le potentiel de sa valorisation économique et culturelle qui doit être exploité,
- les objectifs et les principes de la rénovation urbaine, à ajuster aux spécificités locales.

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

Les orientations concertées du contrat de ville sont les suivantes :

- Intervenir de manière globale, coordonnée et renforcée en direction des populations les plus en difficulté
- Développer une « offre de service » répartie sur le territoire et accessible à tous
- Favoriser l'autonomie, les possibilités de choix et les perspectives de parcours
- Articuler plus étroitement les dynamiques de développement de l'agglomération et les actions en direction des quartiers ou des populations « en difficulté »
- Placer les habitants au cœur du projet et en faire des acteurs de la transformation du territoire

Dans ce contexte, la CALL est engagée dans une démarche de Projet territorial de cohésion sociale avec pour objectifs :

- De développer une politique de cohésion sociale à l'échelle des 36 communes, non limitée aux seuls quartiers retenus par l'Etat (21 quartiers sur 19 communes) ;
- D'inscrire ce projet dans la durée en définissant les enjeux de cohésion sociale à l'échéance d'une dizaine d'années ;
- De définir un cadre de référence et de donner une meilleure lisibilité aux actions portées par les communes et les acteurs locaux ;
- De mieux mesurer l'impact des actions engagées sur le territoire ;
- De favoriser l'expression des habitants, d'améliorer les services publics et d'encourager l'émergence de nouveaux comportements citoyens et solidaires ;
- De renforcer la cohésion sociale en s'appuyant sur les compétences communautaires et l'expertise locale.

Les projets qui seront définis dans le temps du protocole devront pleinement s'inscrire dans ces dynamiques du contrat de ville. Les sites retenus seront des démonstrateurs et des laboratoires de l'excellence attendue pour les sites en politique de la Ville à l'échelle de l'agglomération. La co-construction avec les habitants sera centrale pour la réussite des projets, d'autant plus que les communes de la CALL disposent en la matière d'une expérience significative, et qui pourra être valorisée et mutualisée à l'échelle de l'agglomération.

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

L'enjeu est donc bien de créer les conditions de la faisabilité économique pour le développement d'une offre en accession privée dans le cœur urbain. Pour ceci, il faut pouvoir envisager d'agir sur plusieurs éléments :

- Sur une maîtrise d'une offre qui se développe toujours en périphérie en mode d'habitat pavillonnaire péri-urbain (les « lots libres » en lotissements). Cette offre est aujourd'hui concurrente dans la mesure où la trop faible valorisation des aménités urbaines du cœur urbain ne compense pas l'attrait paysager de la « proximité » à la campagne, et les ménages qui en ont le choix préfèrent encore les secteurs péri-urbains (et/ou son entre-soi) à l'urbanité des cités minières.
- Sur le développement de ces aménités urbaines du cœur urbain, comme le fait actuellement le territoire avec le développement des transports en commun, des équipements culturels et sportifs et des dynamiques économiques, et avec les premières opérations de rénovations urbaines.
- Sur la diversification et la mixité sociale, réelle et perçue, en dé-stigmatisant les quartiers du cœur urbain et notamment les cités minières comme les quartiers d'habitat social. Celles-ci et ceux-ci constituant une part importante des quartiers du cœur urbain, il s'agit donc de pouvoir les faire évoluer, faire évoluer leur image comme leur composition sociale.

Stratégie et premiers objectifs du renouvellement urbain

Le renouvellement urbain, en accompagnement des politiques foncières et de l'habitat, doit participer au développement du territoire : le positionnement stratégique proposé serait, en tirant partie des réalités économiques et géographiques du territoire, en lien avec les dynamiques métropolitaines qui le traversent, de faire d'une offre urbaine bon marché un facteur d'attractivité pour les ménages et les entreprises.

A ce stade, trois étapes du renouvellement urbain sont envisagées. Les études prévues au programme de travail (article 4) permettront de préciser, développer ou réorganiser cette temporalité. Tout particulièrement, l'articulation entre les étapes 2 et 3 sera précisée en intégrant une temporalité réaliste quant à la diversification résidentielle et sociale attendue. Les contraintes de marché, analysées dans les études décrites ci-dessous permettront d'affiner la temporalité à envisager, ainsi que les niveaux d'intervention prioritaires pour faire levier sur les quartiers.

- L'étape 1 consiste à poser les problématiques fortes de retour d'attractivités d'un cœur urbain pour les ménages de type « classe moyenne ». Cette démarche tirera les enseignements des projets de rénovation urbaine et du PLH. L'étude habitat établira un diagnostic précis des secteurs d'intervention nécessitant une attention et une vigilance pour renforcer leur attractivité.

- Etape 2 : Le temps du renouvellement urbain, de l'investissement pour améliorer et mettre fin à la situation de relégation du quartier, et pour renouveler le modèle des cités minières, d'abord par l'intervention sur les publics, sur les parcs de logements sociaux et sur les équipements. Dans cette phase, il s'agit d'améliorer la situation pour construire justement cette nouvelle attractivité, et le développement de la mixité sociale doit surtout s'envisager par le développement de l'offre en accession et du peuplement (en réhabilitation comme en construction neuve),

- Etape 3 : A partir du moment où des quartiers du centre urbain deviennent attractifs pour toutes les trajectoires résidentielles, la programmation et le peuplement permettront la diversification résidentielle et sociale complète, avec une réduction de la part de logements sociaux et une augmentation de l'offre privé, dans la stratégie d'agglomération.

La stratégie de renouvellement urbain consiste donc à :

- Continuer à équiper le territoire, avec l'aménagement en cours de lignes de bus à haut niveau de service (BHNS) comme l'illustre les deux cartes en annexe, le développement de l'université, de la formation, l'aménagement de centres sociaux,
- Répondre aux besoins sociaux, accompagner les situations urbaines et les ménages, développer les quartiers populaires, en diversifiant l'occupation du parc social,
- Poursuivre la reconstruction de l'image et de l'attractivité du territoire, avec notamment la valorisation patrimoniale, économique, culturelle et touristique des cités minières,
- Poursuivre la construction de la centralité urbaine métropolitaine,
- Accompagner les bailleurs dans la reconversion architecturale des formes urbaines, transformer le modèle des cités minières,
- Apaiser la spécialisation sociale du territoire, en agissant sur la production neuve et les dynamiques en cours,
- Diversifier les parcs de logements, par le renouvellement urbain et par la production neuve (accession, locatif privé,…) et en valorisant les qualités des parcs existants, et notamment une offre urbaine bon marché en habitat individuel de centre-ville.

Le déploiement du BHNS, articulé à la démarche d'un contrat d'axe va permettre la mise en place d'une desserte de TC en partie en site propre, reliant les principaux secteurs urbanisés de l'agglomération et des agglomérations voisines.
Sur les 3 quartiers, l'arrivée de ce réseau performant ou sa proximité immédiate sera un levier d'attractivité
Le planning s'articule en deux temps : en 2017 les communes du SMT Artois-Gohelle seront consultées sur le tracé des lignes du réseau de bus qui sera mis en place autour des lignes des BHNS. La mise en place de ce réseau est prévue pour janvier 2019.
Une concertation spécifique sur la desserte en transports collectifs, centrée sur le 12-14 et l'ouverture du nouveau centre hospitalier de Lens sera déployée en lien avec l'étude urbaine, pour une modification du réseau au plus tard fin 2020 au moment de l'ouverture du nouveau centre hospitalier.

La Cité du 12-14 à Lens

➔ Contexte et dynamiques de projet autour du quartier NPNRU

La population sur le périmètre QPV est de 2 380 habitants en 2011. La population sur les deux IRIS (ensemble du quartier) est de 3 554 habitants en 2012, ce qui représente environ 11 % de la population de Lens et 1,5 % de la population sur la CALL.

De manière générale, on note une baisse de la population entre 2007 et 2012 : -16% sur le quartier, -9% sur Lens et -1% sur CALL Une baisse de la population qui s'explique notamment par la disparition progressive des ayants droit et le manque d'attractivité du territoire et plus spécifiquement du quartier. Cette variation est en proportion plus importante sur le quartier du 12-14 que sur la Commune de Lens et l'Agglomération. On peut noter également que plus de la moitié (56%) des personnes qui sont parties ont moins de 25 ans et 19 % ont plus de 60 ans. La population se caractérise par une grande fragilité socio-économique, ainsi qu'un nombre important de familles monoparentales (20% des ménages). Le taux de chômage y est de 38 %. A l'échelle du quartier, les ayants droit représentent 26% de la population.

L'Agglomération, la Ville et leurs partenaires, se sont engagés dans une stratégie de changement du territoire, qui s'appuie sur le développement d'une centralité, ayant pour principaux objectifs :

- l'affirmation de Lens comme centralité de l'agglomération,
- le renforcement du centre-ville par le développement de sa densité urbaine et commerciale,
- l'amélioration de l'accessibilité au cœur de la commune et entre les quartiers,
- la valorisation résidentielle et patrimoniale à travers une action forte sur les quartiers politiques de la ville (Grande Résidence / Sellier- Montgré) et les cités minières.

Le projet NPNRU de Lens s'inscrit dans ces dynamiques de projet de rénovation urbaine des quartiers et de valorisation des cités minières, de projets culturels et d'innovation par l'implantation de grands équipements et de pôles d'excellence, de projets de mobilité par le BHNS, et de cohérence globale par le schéma directeur Euralens. Il devra donc porter l'ambition d'une rénovation pilote et exemplaire sur la cité minière du 12-14.

➔ Orientations stratégiques : vocation du quartier à 15 ans

L'ensemble des composantes du projet devront permettre à terme et de manière phasée d'apporter des réponses aux enjeux :

- d'intégration du quartier dans la ville,
- d'attractivité et d'image,
- de composition sociale en développant une offre de logements adaptée aux populations présentes et futures.

Dans le cadre du contrat de Ville, cette mutation s'appuie sur l'association des habitants dans les projets.

La vocation de la Cité 12-14 esquissée à 15 ans :

- ***Un quartier de « centralité d'agglomération »***

Les habitants bénéficient des aménités d'une polarité urbaine métropolitaine avec une accessibilité exceptionnelle (gare TGV pour Lille et Paris à pied, Université, Louvre-Lens, etc.) et un cadre de vie remarquable (maison individuelle en cité jardin inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco).

Le quartier est connecté à la Ville de Lens et au réseau routier de l'agglomération, il est traversé d'Est en Ouest, les échanges avec les quartiers environnants sont facilités. La route de la Bassée et la

route de Béthune ne sont plus considérées comme les limites du quartier. Aménagées en boulevards urbains, elles favorisent les parcours vers le centre-ville, et deviennent les accroches des quartiers, mettant en valeur leurs façades et leur image.

– ***Un quartier inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco***

La Cité du 12-14 devient un quartier patrimonial et bien équipé, avec des « Maisons à Haut Niveau de Service » (MHNS) : un habitat historique minier, renouvelé et innovant.

Le caractère de Cité jardin du 12-14 est valorisé : des espaces verts privés de qualité qui participent à l'image positive du quartier, des espaces publics paysagers de rencontres, des jardins participatifs, des trottoirs et pistes cyclables confortables pour se déplacer facilement à l'intérieur de la Cité du 12-14 et pour se rendre au centre-ville ou dans les autres quartiers (Grande Résidence, autres cités minières).

– ***Un quartier attractif qui accueille de nouveaux habitants***

La composition sociale du quartier évolue, avec plus de mixité induite par le développement d'un parc en accession ou la vente d'une partie du parc et à plus long terme, avec le nouveau quartier de l'ex-hôpital : des logements sociaux et privés « pour tous » et des « villas urbaines durables » attractives pour les actifs de l'ensemble de l'agglomération, voire d'autres métropoles (Lille, Paris).

Les pôles urbains de proximité complètent les aménités urbaines et le développement de la vie de quartier. A moyen/long terme, l'accueil de plusieurs centaines de nouveaux habitants devient possible, en lien avec les nouveaux emplois du quartier de l'ex-hôpital.

Les logements rénovés, économes en énergie et en confort thermique, illustrent l'exemplarité de réhabilitation des cités minières.

➔ **Premiers objectifs opérationnels pour le projet de renouvellement urbain (à conforter par les résultats des études)**

Le projet NPNRU de la Cité 12-14 s'orientera autour de 3 axes principaux :

- renouveler le mode d'habiter pour favoriser la mixité résidentielle
- créer un cœur de quartier et des polarités économiques
- affirmer le caractère de cité-jardin comme pôle d'attractivité et de cohésion sociale

– ***Renouveler le mode d'habiter pour favoriser la mixité sociale et l'attractivité***

Pour relancer l'attractivité du quartier et changer son image, il s'agira de répondre aux objectifs de mixité programmatique, de logements adaptés pour la population présente actuelle et de nouveaux produits pour attirer de nouveaux habitants.

<u>Intervenir sur le patrimoine bâti de la Cité du 12-14</u> :

- A l'Ouest, par des rénovations réalisées ou en cours de réalisation.
- A l'Est, par des restructurations et des rénovations programmées.

– ***Créer un cœur de quartier et des polarités économiques***

Pour améliorer la situation du quartier et les conditions de vie des habitants, les actions du projet de renouvellement urbain se porteront sur le désenclavement et la lisibilité des parcours à l'échelle de la Cité du 12-14 et plus largement à l'échelle de la ville de Lens, ainsi que sur la recomposition urbaine interne au quartier afin d'améliorer son image et son attractivité.

Intégrer le quartier à la Ville : il s'agit de rendre plus lisible la trame viaire du quartier et de reconnecter le quartier à la Ville. La confortation et l'intensification de trois axes majeurs de la cité participeront à court terme au désenclavement du quartier :

- la création d'axes transversaux est-ouest dont l'intérêt et les gabarits devront être finement analysés
- la valorisation de l'axe central.

À plus long terme, il s'agira de travailler les interfaces et accroches Nord - Sud de la Cité du 12-14. De par sa proximité directe avec le nouveau Centre Hospitalier, le quartier doit intégrer l'accueil de cet équipement majeur à l'horizon 2020, ainsi que le devenir du site de l'ancien hôpital qui représente un potentiel de développement de 13 hectares à l'horizon 2025-2030, à l'articulation de la Cité 12-14 et du centre-ville de Lens.

Créer une polarité économique et de vie locale : un des objectifs du projet est de redonner à la population la possibilité d'accès à divers services et équipements dont le quartier était doté par le passé et aujourd'hui disparus à calibrer en fonction de l'offre développée en périphérie du périmètre réglementaire, mais aussi de lui faire bénéficier de nouveaux services, de favoriser le développement de l'Economie Sociale et Solidaire et d'aider à la construction de projets professionnels et personnels, de porter une ambition et un désir d'excellence pour la population et notamment la jeunesse.
Cette dynamique permet de développer le tissu économique local et participe à l'identité du quartier, à son dynamisme et son appropriation par les habitants.

Intervenir sur la recomposition urbaine à l'intérieur de la Cité du 12-14 :

Il s'agira pendant la phase protocole de nourrir la réflexion sur la recomposition d'un cœur de quartier, notamment par l'étude de positionnement programmatique et spatial d'une ou de plusieurs polarités sur le quartier en lien avec l'étude sur le devenir de la résidence pour seniors au centre du quartier. Plusieurs scénarios sur la/les polarités économiques et de vie locale du quartier seront ainsi travaillés par le concepteur urbain, propositions qui conditionneront également le futur tracé du BHNS.

- ***Affirmer le caractère de cité jardin comme pôle d'attractivité et de cohésion sociale***

Pour renouveler l'image du quartier et y améliorer les conditions de vie des habitants, le projet de renouvellement urbain s'appuiera sur les atouts qui caractérisent cette cité jardin pour ouvrir la Cité 12-14 vers la Ville et dévoiler ses richesses patrimoniales.

Valoriser la trame urbaine, paysagère et bâtie
L'inscription du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais au patrimoine mondial par l'UNESCO le 30 juin 2012 a permis d'inscrire une partie importante du patrimoine architectural et culturel subsistant du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais sur la liste du patrimoine mondial. La cité du 12-14 est située dans la zone inscrite pour sa partie Ouest et dans la zone tampon pour sa partie Est.

La cité minière pavillonnaire du 12 répertoriée « exceptionnelle » au classement UNESCO, constitue l'une des cités jardins de l'agglomération, ce qui lui confère un potentiel attractif particulier.

La cité du 12/14 comporte plusieurs espaces publics remarquables aujourd'hui délaissés et à valoriser pour une meilleure appropriation pour ses habitants : places vertes centrales faisant partie intégrante de la structuration historique du quartier, place Cauchy, placette « nord » attenante au cavalier et jouant un rôle d'interface avec une future polarité à créer (espace sport, cimetière, futur CHL).

Il s'agira également de mettre en place une trame verte pour développer les liaisons douces internes et entre les quartiers.

Le quartier de la République - Cité 4 à Avion

➔ Contexte et dynamiques de projet autour du quartier NPNRU

La population **sur le périmètre QPV est de 5.355 habitants en 2011**. La population **sur les trois IRIS est de 6 161 habitants en 2012**, ce qui représente environ un tiers de la population d'Avion et 2,5 % de la population sur la CALL.

Au Nord : des anciennes minières, la Cité du 4 et la Cité de Méricourt dont les formes urbaines se sont juxtaposées au gré des opportunités foncières et du développement des compagnies minières. *Cf. carte du QPV République – Cité Quatre, en annexe.* Le bâti présente différentes typologies : corons, maisons individuelles, cité jardin, etc. Maisons et Cités/Soginorpa, est le bailleur de ce patrimoine minier, hormis quelques parcelles vendues en accession aux propriétaires.

Au Sud, le quartier République est un quartier d'habitat collectif moderne dont le propriétaire est Pas-de-Calais Habitat. Il est entouré par la Cité d'Arleux, composée de maisons individuelles en accession à la propriété (300 environs) dont certaines (20) ont été rachetées par Pas-de-Calais Habitat.

Le parc de Maisons et Cités possède les caractéristiques et problématiques classiques d'évolution des cités minières : un quartier monofonctionnel, des logements non adaptés (taille, sanitaires, chauffage, etc.), un manque de lisibilité de la trame viaire (impasses, interfaces avec les quartiers environnants), etc.

Le parc de Pas-de-Calais Habitat est quant à lui en manque et perte d'attractivité dû aux logements collectifs anciens et non adaptés (typologie de barres et tours dans un environnement dominé par le modèle de l'habitat individuel et à la dégradation progressive et à l'inadaptation de cet habitat)
Cette perte d'attractivité se traduit par le développement de la vacance (363 logements, notamment par le refus d'accepter les propositions de logement de la part des ménages) ou par la difficulté de maîtriser les attributions pour préserver un certain équilibre de peuplement.

Concernant les conditions de logements, on observe sur l'ensemble du secteur **un pourcentage d'habitants propriétaires moins important** que sur la commune et l'agglomération. On observe également une forte représentation des typologies T3/T4 sur le secteur, (55% au Sud, 72% au Nord contre 50 % sur Avion et 44% sur la CALL).

- Au Nord, sur les anciennes **cités minières, les logements locatifs représentent 46% du patrimoine** bâti. Il y a **peu de logements vacants** comme sur la commune et sur l'agglomération et aucun logement collectif sur cette zone. Il y a également **plus de couples avec enfants** sur ce secteur (32%).
- Au Sud, sur le quartier de la **République, les logements locatifs représentent 64% du patrimoine** bâti. Le **secteur est moins attractif**, il y a plus de vacance que sur la commune et l'agglomération. Il y a 74% de logements collectifs sur cette zone. Il y a également **plus de familles mono parentales** (24%) que sur le reste du territoire.

On note également une forte mobilité des locataires sur l'ensemble du secteur, et plus particulièrement des locataires HLM sur la Cité du 4 – Cité de Méricourt.

Au Nord du secteur, dans les anciennes **cités minières, les personnes âgées sont fortement représentées** : 24% ont plus de 60 ans.
Au Sud, sur le quartier de la **République, les jeunes sont majoritaires** : 43% ont moins de 25 ans.
Sur l'ensemble du secteur, la présence d'une population étrangère et immigrée y est en proportion plus importante que sur le reste de la commune et de l'agglomération.

Sur **l'ensemble du secteur les revenus des ménages sont inférieurs** à ceux de la Commune. Le revenu fiscal médian du QPV est de 7.700 €.

Concernant le **travail et les emplois**, la situation est dans l'ensemble **plus critique sur le secteur** que sur la commune et l'agglomération et encore **plus fortement au Sud** (IRIS ZI des Quatorze et Cité des Chemins d'Arleux). Le nombre d'actifs sur le quartier est inférieur en proportion à celui de la Commune et de la CALL, le nombre de chômeurs est quant à lui plus important.

La situation sur le quartier se distingue aussi par le **faible niveau de formations**. Les personnes sans diplôme y sont plus nombreuses qu'à Avion et que sur l'agglomération. Très peu d'habitants ont fait des études supérieures (1%).

Au Sud, le quartier de la **République est très bien équipé** : groupes scolaires, collège, lycée et centre de formation, centres culturel, associatif, mosquée, deux supermarchés, gymnases, jardins, etc. En revanche on peut noter un **déficit en matière de services liés à la santé** sur le quartier et à plus large échelle, sur la Commune.
Au Nord, **la Cité du 4 – Cité de Méricourt est peu équipée**, mais ces cités minières sont situées entre le quartier de la République et le centre-ville, qui possèdent de nombreux services, commerces et équipements.

Le quartier est bien localisé à proximité directe de la centralité d'agglomération de Lens-Liévin mais reste enclavé par la voie ferrée, à l'Ouest, la route départementale 40 et la limite Communale qui marque la limite d'urbanisation d'Avion. Néanmoins le secteur est bien desservi par ces infrastructures : gare TER, transports urbains et accès facilité aux axes routiers majeurs de l'agglomération, ainsi qu'aux pôles d'emploi de Douai-Arras et de la métropole Lilloise.

Les deux axes d'intervention développés par le P.A.D.D. sont :
- Garantir le développement démographique et urbain pérenne,
- Préserver le patrimoine naturel et paysager.

➔ **Orientations stratégiques : vocation du quartier à 15 ans**

L'objectif pour le projet NPNRU est de sortir le quartier République - Cité 4 de la politique de la ville et qu'ainsi l'ensemble du secteur Est de la Ville devienne à 15 ans un quartier banalisé et populaire.

La forme urbaine et les équipements du quartier République constituent déjà la polarité secondaire principale de la commune d'Avion. La vocation du quartier est le renforcement de cette polarité avec la constitution d'un pôle de rayonnement intercommunal à l'ouest de la voie ferrée, polarisant directement près de 10.000 habitants et au-delà les communes voisines. Un travail approfondi (via l'étude habitat) devra être mené pour densifier le quartier notamment par une réflexion sur les dents creuses et les friches. Il faudra également prendre en compte le développement urbain à proximité (ZAC du Ponterlant), la diversification et le renouvellement urbain et social des cités minières.

Il s'agit d'associer les enjeux urbains et de peuplement afin de développer plus d'économie pour la vie locale ; notamment en intégrant la réflexion du peuplement aux simples réhabilitations. Il apparaît essentiel de prendre en compte les effets de complémentarité ou de concurrence du parc minier préalablement à la définition de la stratégie d'intervention sur l'habitat collectif.

L'objectif est d'avoir plus de mixité sans diminuer le nombre de logements sociaux au global à terme, donc en réunissant les conditions pour diversifier l'offre de logements, et accueillir de nouveaux habitants. Le changement d'image du quartier permettrait également l'accueil de jeunes entrepreneurs. Il faudra permettre aux habitants de s'engager dans un parcours résidentiel positif au sein du quartier de la commune ou du territoire. Cette diversification sera travaillée dans les études, pour mixer les produits notamment à l'échelle de l'îlot. Les études devront, compte tenu du profil socio-économique de la population, analyser l'intervention nécessaire pour mieux équilibrer la part de logement social afin d'atteindre un rééquilibrage du parc.

Matrice programmatique :

Un quartier qui accueille de nouveaux habitants :

- Le quartier de la République - Cité 4 reste un quartier populaire avec un parc social et des équipements sociaux pour tous les publics, il accueille progressivement de nouveaux habitants, dont une part de propriétaires. Des dizaines d'enfants supplémentaires fréquentent les écoles du quartier chaque année.
  Le quartier de la République entretient une image urbaine de densité positive.
- Les cités minières du 4 se sont hybridées, leur patrimoine architectural et paysager est valorisé, les logements sont modernisés et les statuts diversifiés. Elles offrent une possibilité de diversification d'une offre de qualité en accession à la propriété attractive (coût maitrisé) et de qualité (Cité jardin) dès lors que les performances thermiques auront pu être optimisées.

Un cadre de vie agréable en lien avec les espaces de nature et les paysages agricoles.
Les habitants de tout Avion et des communes voisines, notamment les jeunes, vont et viennent à pied et à vélo entre les équipements sportifs et culturels, le lycée et les différents parcs. Ils profitent de la vue dégagée vers Vimy et son monument canadien, et le terril des Pinchonvalles classé en ZNIEFF.

Le pôle secondaire de la Commune d'Avion, après le centre-ville
Les habitants de République - Cité 4 sont clients et usagers des pôles de proximité dans et hors du quartier.
Les habitants des quartiers voisins sont clients et usagers de République - Cité 4.
Plusieurs dizaines d'emplois sont créés annuellement dans les commerces, l'artisanat et les services de proximité.
Les salariés des entreprises de la ZI des Quatorze fréquentent quotidiennement les commerces et équipements du quartier.
Autour du lycée, des offres en formation sont développées en cohérence avec les besoins des employeurs.

➔ **Premiers objectifs opérationnels pour le projet de renouvellement urbain (à conforter par les résultats des études)**

– ***Renouveler l'habitat, toutes les typologies d'habitat***

Favoriser au cœur du quartier le développement d'une offre en logements diversifiée, adaptée aux besoins et à la demande et favorisant la mixité sociale : programmation de démolitions et de constructions de logements adaptés aux besoins (locatifs et accessions, rénovations et ventes du patrimoine minier).

Être en mesure de développer les offres de logements permettant le parcours résidentiel des familles sur ce grand quartier (voire sur la Commune) locatif collectif, locatif individuel, accession à la propriété.

Adapter l'habitat et l'offre de logement au vieillissement de la population en permettant aux personnes de demeurer au sein de leurs attaches habituelles (Construction programmée d'un EHPAD de 80 lits, à la jonction de la Cité 4 et du Quartier de la République, en lieu et place d'un Foyer-logements de 58 logements et d'une maison de retraite de 43 lits – travail à mener dans l'étude urbaine sur l'intérêt et la possibilité de logements adaptés aux personnes âgées type béguinages - …).

Proposer de nouveaux produits, en cohérence avec l'attractivité du territoire et exemplaire en matière de performance énergétique et de pratiques écoresponsables.

Poursuivre les interventions du projet de rénovation urbaine 2003-2015 sur le reste du patrimoine « moderniste » : programme de réhabilitation des ensembles. Poursuivre notamment au cœur de quartier avec la recomposition de l'espace libéré par la démolition de la tour « Les Hêtres » (cf avenant de clôture d'Avion République signé le 20/09/2016).

Comme l'a souhaité l'ANRU, le présent protocole prévoit d'élaborer une stratégie autour de l'habitat privé et social pour mieux répartir le parc social sur les territoires, veiller à sa bonne répartition spatiale, sa diversité et son adaptation aux revenus des ménages particulièrement faibles dans le bassin minier.

L'emprise foncière de la Tour Hêtres fera l'objet d'aménagements provisoires de type pré-verdissement et sa destination définitive fera également partie des réflexions à mener afin d'envisager dans le cadre du NPNRU les meilleures solutions en termes de constructions destinées à l'habitat et le cas échéant au commerce, dans le cadre d'une approche globale de l'offre commerciale.cf. Avenant de clôture d'Avion République signé le 20/09/2016.

Intégrer et conforter les interventions sur le patrimoine minier : modernisation et réhabilitation des logements ; diversification des programmes (changement de statut, accession, changement d'usage) afin que le logement minier devienne l'une des alternatives du parcours résidentiel.

- ***Connecter les différents fragments urbains du secteur***

Mettre en place une trame urbaine globale et cohérente à l'échelle du secteur Ouest : hiérarchisation et structuration de la trame viaire, des espaces publics ; aménagement des espaces collectifs structurants ; valoriser le futur BHNS qui traverse le quartier de part en part (axe central de la cité 4 et du quartier de la République vers le centre-ville).

Créer des parcours cheminements doux Nord-Sud pour relier les espaces verts qui bordent le secteur.

Faire de la couture urbaine aux interfaces et entrées de quartier, gommer les infrastructures qui délimitent le secteur et travailler le rapport entre les différents quartiers : aménagement des franchissements des voies ferrées et des routes et leurs abords pour les modes doux ; les liens et transitions entre les différents quartiers cités minières / habitat collectif moderne / nouveau quartier pavillonnaire.

- ***Développer l'économie et améliorer la vie locale***

Conforter et développer le pôle de services et d'équipement secondaire de la ville : aménagement de l'accessibilité, cheminements et stationnements pour les équipements ; aménagement des écoles et des services concernant la petite enfance; intégration urbaine du lycée ; aménagement de nouveaux locaux d'activités ; proposition de formations supérieures au sein du lycée.

Connecter les pôles attractifs à l'échelle de la Commune : composer un maillage, des parcours et cheminements vers les pôles attractifs à l'échelle de la Commune, aménagement des rues et espaces « de passage » vers les polarités principales.

Envisager une approche élargie à l'ensemble du quartier (République et Cité 4) intégrant d'avantage les habitants des cités minières à la recomposition urbaine et au projet social.

Développer la zone d'activités des Quatorze à toute proximité afin qu'elle devienne source d'emplois pour les habitants.

Exploiter au mieux la proximité des espaces agricoles pour développer l'agriculture urbaine (maraîchage, fruitiers, circuits courts, …),

Le quartier Calonne – Marichelles – Vent de Bise à Liévin

➔ Contexte et dynamiques de projet autour du quartier NPNRU

Avec plus de 7 000 habitants, le QPV Calonne – Marichelles – Vent de Bise (n° QP062028) regroupe une réalité socio-économique préoccupante (34% de bas revenus, 22% de salarié en emploi précaire, 50 à 60% d'allocataire touchant l'APL…) et une réalité urbaine diverse :

- Secteur Calonne : principalement composé de cités minières ;
- Secteur Marichelles : composé de collectifs sociaux ;
- Secteur Vent de Bise : composé de logements collectifs sociaux et de cités minières.

L'intervention de renouvellement urbain porte sur le secteur Vent de Bise – Jean Lebas, situé à l'extrême Ouest de la commune, et qui regroupe environ 1 400 habitants et plus de 400 logements.

Le secteur concerné par l'intervention de renouvellement urbain est principalement résidentiel, il se compose d'un ensemble d'habitat collectif de typologie de « barre » en R+3, inséré dans un environnement d'habitat individuel de type pavillonnaire.

Le quartier actuel est entouré à l'Est par la route départementale 58 et à l'Ouest par les terrains agricoles. La rue De Lattre de Tassigny marque la limite Sud du site, au Nord la limite est plus floue, due au développement continu des cités minières. La trame urbaine du site est héritée de la structure des cités minières : de nombreuses impasses, des chemins confidentiels au travers des ilots, etc. La continuité urbaine n'est pas perçue et affirmée, la topographie du site accentuant le détachement du quartier vis-à-vis du centre.

Ce quartier résidentiel peu lisible et enclavé se situe pourtant à l'articulation de grands secteurs en projet de développement, à l'échelle de la commune et de l'agglomération.

Les axes d'intervention développés par le P.A.D.D. adopté en juin 2006 sont :

- poursuivre la promotion du territoire et les actions de nature à favoriser l'attractivité de Liévin
- allier un développement urbain de qualité au développement social
- assurer la vitalité du territoire en poursuivant le développement économique
- garantir un cadre de vie de qualité

Le secteur Vent de Bise – Jean Lebas se situe à proximité de projets majeurs alentours :

- Le Pôle d'excellence sportif : projet de développement stratégique de l'agglomération pour renforcer l'attractivité du territoire ;
- **Le Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) :** renforcer l'attractivité du centre-ville ;
- Le développement du centre de Liévin avec la réflexion en cours sur les friches, dents creuses et sites de renouvellement et la constitution de réserves foncières (ZAC Tranchée de Calonne) ;
- Les développements des zones commerciales et d'activités à proximité du quartier : rayonnement communal et intercommunal autour de la route départementale 58 ;
- La trame verte à l'échelle de la commune et de l'agglomération : l'extrême Ouest de « l'arc vert » défini sur le schéma directeur Euralens autour du paysage et des grands équipements, liaison entre deux sites majeurs paysagers du territoire : le terril des Pinchonvalles au Sud et les terrils du 11/19 au Nord.

➔ Orientations stratégiques : vocation du quartier à 15 ans

L'ensemble des composantes du projet devront permettre à terme et de manière phasée d'apporter des réponses aux enjeux :

- d'intégration du quartier dans la ville,

- d’attractivité et d’image,
- de composition sociale en développant une offre de logements adaptée aux populations présentes et futures.

– ***Un quartier d'entrée de Ville***

Le quartier est en entrée de ville de Liévin sur l'axe historique, c'est le premier quartier résidentiel qui fait la jonction entre les espaces ruraux et la Ville de Liévin. Il bénéficie de la proximité du centre-ville et de vues vers les paysages agricoles.

Des échanges et liens se créent entre les différents pôles et quartiers de la Ville, notamment aux interfaces du secteur Vent de Bise : le quartier s’ouvre vers le centre-ville, le pôle d'excellence sportif, la zone commerciale, les autres quartiers résidentiels, etc.

La Maison des Projets, nouvel équipement au cœur du Vent de Bise, sera fréquentée par les habitants du quartier et du centre-ville. Une vie de quartier de proximité se développe entre les quartiers résidentiels mais en lien avec le centre-ville, les espaces de nature et les grands équipements tels que le pôle d'excellence sportif et la zone commerciale.

– ***Un quartier résidentiel accessible***

La composition sociale du quartier évolue, avec plus de mixité induite par le développement du parc en accession et une partie du relogement hors site des habitants des logements collectifs démolis. Le quartier du Vent de Bise propose une mixité d'offre de logements dont des logements spécifiques pour les étudiants, des logements adaptés aux seniors, aux familles, en cohérence avec les stratégies développées à l'échelle de l'Agglomération.

Le quartier accueille de nouveaux habitants, car il propose un nouveau mode d’habiter, qui est économe, par l’accessibilité piétonne au centre-ville et aux grands équipements de la Ville et par la qualité des nouveaux logements. La trame viaire interne au quartier est restructurée. Tout le quartier sera bien accessible à pied à moins de 10 minutes des arrêts BHNS et le pôle intermodal.

– ***Un quartier inséré dans le paysage et intégré aux dynamiques du territoire***

Le quartier s'intègre mieux dans le paysage en transition de la ville et de la campagne. Les habitants du quartier profitent des vues vers le paysage des espaces agricoles en limite communale et de la proximité des espaces verts de loisirs de la Ville : le parc des Equipages, les terrains de sport, etc.

Le quartier qui se situe en face du pôle d'excellence sportif, profite du développement économique et de l'attractivité du secteur développé à l'échelle de l’agglomération.

➔ **Premiers objectifs opérationnels pour le projet de renouvellement urbain (à conforter par les résultats des études)**

La reconquête du secteur Vent de Bise - Lebas doit permettre de remédier aux dysfonctionnements majeurs du quartier, principalement un habitat stigmatisé et dégradé, isolé du reste de la Ville.

– ***Renouveler l'habitat et maintenir une mixité sociale***

L'objectif est de développer une offre adaptée à la demande et de favoriser la mixité sociale, dans un cadre exemplaire en termes d'intégration urbaine, de cadre de vie et de développement durable.

- Entretenir et/ou créer une offre en logements diversifiés, par catégorie : locatif social (selon le résultat des études), accession sociale ou libre et dont les typologies correspondent aux besoins ;

- Démolir ou reconvertir les logements collectifs dont la réhabilitation ne pourrait être satisfaisante : programme des démolitions et réhabilitations ;
- Proposer de nouveaux produits attractifs programmation avec les réflexions à l'échelle de l'agglomération et propositions d'innovations Troisième Révolution Industrielle.

– ***Améliorer le cadre de vie des habitants au sein du quartier***

L'objectif est de créer plus de mixité fonctionnelle et d'intervenir sur les espaces publics pour améliorer le confort, la sécurité et la vie du quartier pour les habitants du Vent de Bise.

- Affirmer un pôle de proximité au cœur du quartier Vent de Bise, à l'articulation des différents secteurs urbains, autour d'équipements existants et en projet : aménagement d'un axe structurant et des espaces publics ; aménagement d'équipements de proximité (square jeux, commerces et services), aménagement d'une maison des projets au cœur du quartier ;
- Désenclaver et irriguer le quartier, créer des liaisons inter-quartiers, hiérarchiser et structurer la trame viaire et les parcours vers les pôles attractifs : aménagement des liaisons piétonnes, cycles, carrossables en accompagnement du projet sur l'axe historique, aménagement de liaisons douces vers le centre, prolonger des rues vers le BHNS en recomposant des îlots.

– ***Connecter le quartier à la Ville et au paysage***

L'objectif du projet est de changer l'image du quartier Vent de Bise et de repositionner le quartier au centre des dynamiques de la commune et de l'agglomération.

- Connecter le quartier à la ville de Liévin prolonger le front urbain commercial du centre-ville, en lien avec le BHNS : valoriser l'accessibilité piétonne au site et au BHNS, programmation aux abords des arrêts du BHNS ;
- Intégrer le quartier à la trame paysagère, préserver les espaces « de nature » en lisière urbaine : aménagement des liaisons « douces » de la boucle trame verte de la ville, du parcours des Pinchonvalles vers les terrils 11/19 de Loos-en-Gohelle ; aménagement d'un front urbain pour les parties Vent de Bise et pour le futur projet de la tranchée de Calonne ; tirer parti des atouts/ contraintes environnementaux : valoriser les paysages et l'exposition sud.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration

Bien que dans un contexte de déprise démographique, la Cité 12-14 offre un potentiel d'attractivité résidentielle élevé en raison de sa localisation dans le cœur urbain de l'agglomération. La priorité sera donnée à la recherche des clefs d'une diversification de l'habitat.

La forte ambition posée par le porteur de projet de transformer en profondeur et durablement la Cité du 12-14 sera approfondie afin d'aboutir à une stratégie urbaine opérationnelle, réaliste et efficace.

Plusieurs points de vigilance sont relevés :

⇨ A l'échelle de l'agglomération, veiller aux effets de concurrence induits par l'ouverture de foncier à lotir en frange urbaine,

⇨ Organiser la temporalité entre la poursuite de la production du logement locatif social et la production d'habitat privé de façon à enclencher dans le temps du renouvellement urbain une diversification de l'habitat dans les quartiers en renouvellement urbain,

⇨ Veiller à enrayer l'effet de déqualification du parc de logements locatifs sociaux en collectif récemment réhabilité par une production abondante en individuel,

- ⇨ Approfondir l'observation de l'évolution du peuplement dans le parc locatif social et mesurer le niveau de précarisation des entrants par rapport à la disparition progressive des ayants droit,

- ⇨ Concevoir le projet urbain de la Cité 12-14 en intégrant dès les premières orientations urbaines les attentes des investisseurs en immobilier résidentiel, et en assurant une cohérence entre les interventions proposées et les effets recherchés, tout particulièrement sur le maillage viaire, le tracé du BHNS et la localisation d'une polarité de quartier, l'attractivité de la Cité jardin et la densification des délaissés en cœur d'îlot, le développement commercial en cœur de quartier ou sur les axes de desserte principale le bordant, l'intégration de la transformation de la Cité avec le projet urbain à développer sur l'emprise actuelle de l'hôpital.

Compte tenu du taux élevé de logements locatifs sociaux que connaissent aussi bien l'agglomération que les communes accueillant un quartier en renouvellement urbain, les projets urbains devront aboutir à une diminution significative de la part du logement locatif social.

Le comité d'engagement rejoint le porteur de projet dans son intention de faire de la Cité 12-14 un lieu d'expérimentation pour l'agglomération et également pour le bassin minier. Il souligne la nécessité de procéder par palier successif, en mode expérimental, en tirant le bilan de chaque phase. Trois pistes d'expérimentation sont proposées :

- ⇨ une mission d'expertise à partir du projet de réhabilitation des maisons du secteur R11 à comparer avec une démolition-reconstruction

- ⇨ la cession groupée du patrimoine sur une opération d'accession du secteur R8 auprès de ménages qui désertent actuellement l'agglomération

- ⇨ une première opération de démolition des logements murés au sud de la Cité 12-14, après appréciation de son impact sur l'inscription à l'UNESCO.

L'organisation de ces expérimentations avec d'éventuelles inscriptions financières est détaillée article 12.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Le programme de travail a pour ambition d'accompagner l'ensemble des partenaires dans leurs réflexions stratégiques sur le territoire. En croisant les échelles d'analyse et en s'appuyant sur les expertises déjà menées (voir dossier de présentation du protocole), il devra permettre d'engager durablement le renouvellement urbain des trois sites avec, si cela se révèle pertinent, un objectif de reproductibilité sur l'ensemble de l'agglomération.

LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'AGGLOMERATION

A l'échelle de l'agglomération le programme de travail doit permettre au porteur de projet de bénéficier d'une analyse fine de l'ensemble des leviers à actionner pour réussir les projets de renouvellement urbain.

Proposées comme véritables laboratoires de la réussite des stratégies de la Politique de la Ville, de l'Habitat, du développement économique et de la TRI, les stratégies devront s'inscrire dans une logique de reproductibilité forte, pour pérenniser l'intervention et les impacts des projets à venir. La CALL et ses partenaires souhaitent préparer la phase opérationnelle des conventions par un approfondissement des thématiques listées ci-dessous.
L'ensemble de ces études sera réalisé de façon la plus itérative possible et amènera les stratégies locales à affiner au plus juste les déclinaisons opérationnelles.

Ce programme d'études se bâtit en trois temps clefs :

- une étude de définition et opérationnelle de stratégie d'agglomération pour la diversification de l'habitat,

- une étude sur la diversification économique et les enjeux de l'économie sociale et solidaire,
- une étude sur le réseau de chaleur et la TRI.

Sur l'habitat : le territoire de l'agglomération est confronté à une problématique d'attractivité du territoire, notamment en termes d'installation de ménages alors même que le marché semble détendu ; difficultés encore accrues dans les trois quartiers du NPRU par la faible qualité de l'offre de logement. L'image du bassin minier est actuellement en pleine mutation, mais ce retournement doit trouver à se concrétiser dans un marché de l'habitat plus qualitatif et plus dynamique. Pour cela, il sera nécessaire de poser un diagnostic précis des marchés sur le territoire, sur une échelle locale, agglomération et au-delà, afin de poser les bases de la réussite des attentes en termes de qualité de vie des habitants, de diversification des quartiers. Cette analyse est rendue d'autant plus nécessaire à l'échelle de l'agglomération que les effets de la concurrence péri-urbaine peuvent fortement impacter les projets de renouvellement urbain- comme cela a pu être le cas dans les projets de rénovation urbaine 2003-2015.

Un diagnostic de l'état du marché de l'habitat (volume, prix, typologie) en lien avec les migrations pendulaires, et des potentialités au sein des 3 quartiers NPNRU (diversification, modalité d'accession et conditions de réussite) sera réalisé. Ce volet sera complété d'une étude globale de reconstitution de l'offre sur les quartiers. Elle devra proposer des outils opérationnels pour répondre à l'ambition collective de réussite de la diversification tout en identifiant les points de vigilance à maintenir tout au long des projets (temporalité, concurrence des produits, ciblages des profils des acquéreurs etc.)

Elle analysera par des études de marché poussées les différentes gammes de produits à envisager notamment en accession / réhabilitation du parc minier. En complémentarité, les 1ers éléments recueillis par la constitution d'un panel de locataires de parc social sur le quartier du 12-14 aideront à définir les axes clefs de l'attractivité des logements à proposer pour favoriser le renversement de l'image des logements et plus globalement des cités minières. L'appui d'Action Logement pour analyser ces attentes est essentiel pour pouvoir proposer aux salariés du territoire une offre correspondant à leur attente et ancrant les quartiers dans une dynamique de peuplement renouvelée. L'Agence d'urbanisme pourra également s'appuyer sur les 1ers retours promoteurs sollicités par Maisons et Cités en accord avec l'ANRU pour ajuster les propositions opérationnelles à l'échelle du quartier.

Sur le développement économique et l'économie sociale et solidaire, la CALL doit renforcer son analyse et son positionnement à l'échelle des quartiers de renouvellement urbain. La compétence de développement économique est portée par l'agglomération et son Plan Local de Développement Economique. Elle nourrira les réflexions en cours dans le contrat de ville et dans le projet de territoire porté par l'agglomération. Le rapport Subileau sur le bassin minier souligne également la nécessité pour le territoire de renforcer encore son approche du monde économique. La Région Hauts-de-France, la Caisse des Dépôts, la Maison de l'Emploi, les acteurs du monde économique (chambres consulaires, représentants d'entreprises, clusters) et de l'emploi/insertion/formation seront étroitement associés à l'élaboration et la mise en œuvre de cette étude et ses déclinaisons opérationnelles.
Quatre phases d'études sont attendues :

- Etat des lieux des dynamiques de la vie locale et analyse du potentiel des quartiers
- Définition d'une stratégie de mise en œuvre
- Définition des types d'activité à développer sur les quartiers
- Analyse des dynamiques sur l'emploi et l'employabilité des habitants

Les éléments d'investigations attendus devront s'ancrer dans les territoires sur une vision renouvelée de l'intervention publique au service des habitants.

Sur la Troisième Révolution Industrielle, l'ambition forte portée par l'Agglomération et ses partenaires est de faire du territoire un territoire d'innovation, vecteur d'innovation environnementale et sociale. Les trois quartiers doivent être pensés comme des vitrines du savoir-faire du territoire et mettre en synergie l'ensemble des partenaires œuvrant sur ces mutations. Les enjeux de la TRI devront être au centre des projets portés dans le cadre des conventions opérationnelles. Pour ce

faire, une étude spécifique sera réalisée, dans le cadre du partenariat avec l'Aula, afin d'analyser des caractéristiques et potentialités sur les trois sites d'études, de formuler des propositions opérationnelles dans un souci de soutenabilité et de reproductibilité des actions proposées. Cette étude sera complétée par une analyse sur le déploiement d'un réseau de chaleur sur le 12-14 et de façon plus globale sur l'attractivité, la diversification des quartiers et les enjeux économiques qui en découleraient.

Ces trois études seront engagées suffisamment en amont pour permettre de nourrir les éléments programmatiques qui seront proposés dans les études urbaines de chaque quartier, décrites ci-dessous.

Le programme de travail souhaité par le porteur de projet doit également intégrer la nécessité d'évaluer et d'ajuster le cas échéant les actions mises en place à l'échelle intercommunale et à l'échelle des quartiers. Ainsi pour accompagner la CALL et les Villes, une **mission d'appui sur l'observation et l'évaluation** du programme de renouvellement urbain sera déclinée au niveau de l'agglomération et des trois quartiers et confiée à l'AULA.
Elle accompagnera l'agglomération et les communes dans la phase protocole pour préparer la mise en place des indicateurs mobilisables lors des conventions opérationnelles.
Elle aura dans un 1er temps pour mission de proposer une vision large des indicateurs clés de renouvellement urbain à différentes échelles (benchmark) et de définir le « bon périmètre » de comparaison locale.
Dans un second temps, elle proposera la réalisation d'outils de pilotage pour la CALL et les communes (tableaux croisés etc.) dans le souci de préparer une évaluation « ex-ante » et « in itinere » qualitative des projets. A titre d'exemple, elle prévoira notamment de définir comment évaluer la diversification résidentielle au travers d'un suivi des programmations de logements sur les 3 sites ainsi que l'évolution du positionnement des quartiers au sein des marchés immobiliers.

Durant le temps du protocole, la CALL travaillera également à la mise en place d'une démarche d'animation, avec pour objectif de proposer à terme aux quartiers volontaires d'être des laboratoires de nouvelles méthodes de co-construction.

LE PROGRAMME DE TRAVAIL LOCAL

Sur Lens,

L'inscription du site du 12-14 comme quartier d'intérêt national est une opportunité exceptionnelle pour le territoire d'en faire un site laboratoire expérimental du renouvellement urbain des cités minières, renforcé encore par son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

Les éléments de stratégie urbaine décrite dans l'article 2.2 doivent encore s'enrichir **d'une étude urbaine et sociale ainsi que d'une mission d'appui sur l'animation et la concertation.**
L'étude devra préparer la convention opérationnelle à venir par :

- la consolidation d'un diagnostic du quartier. Cette phase doit aboutir à la préconisation d'un niveau d'intervention actionnant tous les leviers de la diversification et listant les conditions de sa réussite.
- la définition du projet selon les phases reprises ci-dessous :
    - à partir du niveau d'intervention retenu, élaboration de plusieurs scénarii de programme opérationnel avec leur faisabilité urbaine, règlementaire, financière et leur temporalité. Les propositions formulées devront notamment permettre à la ville de :
        - spatialiser les secteurs voués à diversification
        - disposer de recommandations urbaines paysagères et architecturales
    - estimations des coûts
    - appui à la définition des modalités de pilotage et des besoins en ingénierie
- la rédaction et mise en forme :

- des dossiers finaux (dossier de candidature auprès de l'ANRU, dossier de « communication »),
- des éventuels dossiers complémentaires
- de la convention financière

- *Animation et concertation :*

  - animation et restitution de Groupes de travail partenariaux (partenaires institutionnels, citoyens, associatifs…) sur le 12/14 abordant les thématiques suivantes:
    - habitat urbanisme,
    - GUP,
    - durabilité et mobilité,
    - emploi insertion,
    - économie,
    - éducation jeunesse,
    - santé fragilité sociale.
  - mise en place de groupes de travail complémentaires (thématiques attractivité, stratégie développement durable, politiques sociales,…) sur la base des scenarii envisagés
  - contribution à la démarche de concertation de la population concernée du quartier en particulier sur les réflexions émanant des Groupes de travail énumérés précédemment.

En outre, comme indiqué dans le programme de travail de l'agglomération, la Ville de Lens souhaite dès à présent accompagner sa réflexion sur le projet urbain du quartier **via la mission d'appui sur l'évaluation et l'observation**, confiée par la CALL à l'AULA.

Sur Liévin,

Au regard du contexte décrit précédemment, ainsi que les premiers objectifs opérationnels prévus sur le secteur de renouvellement urbain Vent de Bise – Jean Lebas, il est donc nécessaire qu'une étude approfondisse le devenir du secteur, en lien avec les éléments qui ressortiront des études de la CALL sur l'habitat, le développement économique et la TRI.

C'est pourquoi une **étude urbaine et sociale** sera menée, permettant de développer une programmation future sur ce secteur, ainsi que l'assistance, l'élaboration et la finalisation de la convention de renouvellement urbain du secteur Vent de Bise - Jean Lebas à Liévin.
Cette étude portera précisément sur les éléments suivants :

- Consolider le diagnostic urbain du secteur en lien avec le diagnostic social dans le cadre du projet de territoire
- Analyser et définir dans le respect du RGA les potentialités et les contraintes du site sur 2 périmètres (Périmètre d'investigation reprenant les enjeux du site et l'intégration urbaine du secteur au regard des projets environnants ; Périmètre opérationnel faisant l'objet des futures propositions de recomposition urbaine)
- Définir des scenarii / orientations d'aménagement de ce secteur mettant en avant les grands enjeux du site et consolider la stratégie de recomposition urbaine
- Elaborer un schéma directeur d'aménagement mettant en cohérence toutes les composantes du secteur
- Mettre en cohérence cette étude urbaine avec les éléments des études CALL et les décliner sur le secteur
- Lister le programme précis des interventions par maître d'ouvrage et par famille d'opérations, préciser les modalités de réalisation du projet
- Proposer des préconisations urbanistiques, architecturales et environnementales sous formes de notices et d'outils de suivi

- Aider à la définition des modalités de pilotage et des besoins en ingénierie
- Accompagner le porteur de projet sur la concertation et l'association des habitants (notamment les associations de locataires très présentes sur le quartier) selon le principe d'une coproduction du projet.
- Préparer le conventionnement du projet NPNRU et sa maquette financière

En outre, comme indiqué dans le programme de travail de l'agglomération, la Ville de Liévin souhaite dès à présent accompagner sa réflexion sur le projet urbain du secteur en itération avec l'échelle agglomération, **via la mission d'appui sur l'évaluation et l'observation**, confiée par la CALL à l'AULA.

Sur Avion,

Sur la commune d'Avion, l'objectif du projet de renouvellement urbain est de sortir le quartier République - Cité 4 de la politique de la ville et, qu'ainsi l'ensemble du secteur Est de la Ville devienne à 15 ans un quartier banalisé et populaire.

Il s'agira de conforter les premiers objectifs opérationnels par les résultats des études menées à l'échelle de l'agglomération et par la réalisation **d'une étude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain du quartier de la République et Cité du 4 Sud à Avion :**

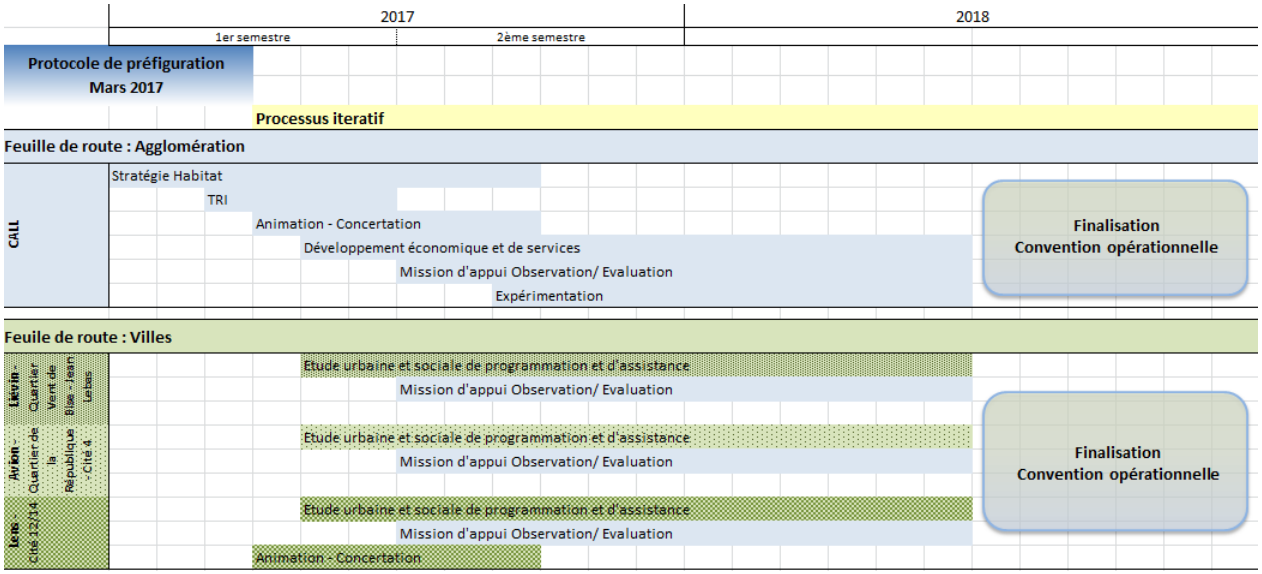
- renouveler l'habitat, toutes les typologies d'habitat.
- connecter les différents fragments urbains du secteur.
- développer l'économie et améliorer la vie locale.

Cette étude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain du quartier de la République et Cité du 4 Sud d'Avion devra :

- Consolider le diagnostic urbain et social du quartier (dysfonctionnements majeurs du quartier, dualité des typologies de l'habitat social en présence, intégration des hypothèses de desserte par la ligne de Bus à Haut Niveau de Service…) en y intégrant les éléments de définition du Projet Stratégique Local
- Définir des scénarii / orientations d'aménagement de ce quartier et les traduire dans un schéma directeur urbain et paysager complété par des préconisations architecturales et paysagères intégrant les enjeux liés au développement durable et aux mobilités douces à l'échelle de la commune (voire communautaire),
- Estimer les coûts de réalisation des différents éléments du programme (par maître d'ouvrage pressenti) et chiffrer le coût total de réalisation de ce projet urbain afin de pouvoir soumettre le dossier aux arbitrages politiques,
- Proposer une programmation dans le temps et la durée du PNRU en prenant en compte les capacités financières et programmatiques de chacun des maîtres d'ouvrage,
- Assistance à l'élaboration de la convention de renouvellement urbain d'intérêt régional,
- Assistance en ingénierie sur l'élaboration et la négociation de la convention avec l'ANRU et les autres partenaires du projet de renouvellement urbain,
- Rédaction et mise en forme de la convention opérationnelle et financière (maquette financière, tableau de financement par opération, état des lieux avant-après pour établissement des différentes cartes foncières actuelles et futures).

En outre, comme indiqué dans le programme de travail de l'agglomération, la Ville d'Avion souhaite dès à présent accompagner sa réflexion sur le projet urbain du secteur en itération avec l'échelle agglomération, **via la mission d'appui sur l'évaluation et l'observation**, confiée par la CALL à l'AULA.

En synthèse, le tableau ci-joint reprend les feuilles de route Agglomération et Villes, avec une volonté affirmée de bâtir de façon itérative les phases d'étude.



Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

L'autorisation anticipée de démarrage ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, des opérations concernées.
Si l'opération bénéficie d'un financement de l'Agence dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, cette autorisation permet la prise en compte des dépenses démarrées avant cette contractualisation et au plus tôt après la date actée ci-dessous.

Article 5.1 Opérations d'investissement dont le lancement opérationnel pourra s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Les jalons opérationnels sont définis pour chaque nature d'intervention dans l'annexe 2 du règlement financier.

- Quartier d'intérêt régional – Calonne – Marichelles – Vent de Bise – Lebas

  - Démolition de trois bâtiments (Sirocco, Pampero, Tivano), propriétés de Pas de Calais. comprenant 88 logements dont 76 sont occupés. Le préfet du Pas-de-Calais, après avis du préfet de Région a autorisé le démarrage du relogement de cette opération dès le stade du protocole de préfiguration.

    Conformément à l'avis du comité d'engagement du 5 septembre, la date de la prise en compte des dépenses est au plus tôt le 5 septembre 2016. Il est rappelé que le relogement pourra démarrer après la prise en compte du dossier d'intention de démolir. Le relogement s'inscrira dans le respect des dispositions de l'article 7.

Nature de l'opération	Libellé précis / objet	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Coût prévisionnel de l'opération (HT)	Date d'autorisation anticipée du démarrage de l'opération	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Démolition (phase 1 : relogement)	Démolition de 3 bâtiments 88 logements	Vent de Bise – Jean Lebas	Pas-de-Calais Habitat	**2 455 109 €**	5/09/2016	PCDID 2e semestre 2016	6

« Les travaux de démolition physique des immeubles ne seront lancés par Pas-de-Calais Habitat qu'après autorisation de son Conseil d'Administration ».

Dans le cas d'un accord sur le financement de cette opération, en conformité avec le Règlement général de l'ANRU et au regard de l'enveloppe allouée au projet NPNRU Liévin Vent de bise / Jean Lebas, le niveau de financement de cette opération sera à déterminer par la convention financière.

- Indemnité pour minoration de loyer pour le relogement des ménages issus de la démolition des immeubles Sirocco, Pampero, Tivano. Conformément au courrier de la Préfète du Pas-de-Calais, déléguée territoriale de l'ANRU, la date de prise en compte des dépenses pour minoration de loyer est celle de la signature du protocole. Elle ne préjuge pas d'un versement par l'Agence de l'indemnité pour minoration de loyer prévue au règlement général de l'agence article 2.1.3.2.

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration.

Sans objet.

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

L'élaboration du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin a été caractérisée par une démarche collégiale et transversale, tant dans leur élaboration que dans leur mise en œuvre. La participation citoyenne, au cœur de ces nouveaux contrats, est basée sur le principe de co-construction de la politique de la ville avec ses premiers bénéficiaires : les habitants.

Cette exigence est renforcée dans la perspective du projet de renouvellement urbain. En effet, en articulation avec le contrat de ville, l'impact du renouvellement urbain sur le fonctionnement du quartier doit être anticipé. Dès la préparation du protocole de préfiguration, une réflexion partenariale sur l'accompagnement des changements induits par le projet doit être engagée au bénéfice des habitants.

Les conseils citoyens ***:***

A l'échelle des villes :

- Lens : 5 conseils citoyens en cours de validation ou de finalisation ;
- Liévin : installation des 3 conseils citoyens à la rentrée 2016 ;
- Avion : conseil citoyen démarré en décembre 2015.

Des instances déjà bien actives sur le territoire seront également mobilisées : Conseils de Quartier, Atelier d'Habitants, Conseil des Habitants et les Associations, etc…

La maison de projet :

Dans chaque opération de renouvellement urbain, un lieu relais sera mis en place destiné à améliorer l'information et l'expertise des habitants afin de permettre leur association effective aux opérations conduites sur leur quartier. Les habitants ainsi que des représentants des associations et des acteurs économiques seront associés à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation du projet de renouvellement urbain. Ce site sous un format type maison de projet permettra de faire vivre le dialogue avec les citoyens.

Dans le cadre des dispositifs prévus pour la participation citoyenne, en relation avec le Contrat ville (Conseil citoyens et Maison des projets), il est proposé de s'attacher à des temps distincts de la concertation pour accompagner le projet et créer un lien étroit entre avancée du projet et participation des habitants.

- ⇨ Pour Avion : La commune, forte de son expérience et de ses pratiques en termes de participation citoyenne et d'engagement associatif, pourra s'appuyer sur la Maison des Habitants (équipement situé au cœur du quartier) pour l'installation de la Maison du Projet.

- ⇨ Pour Liévin : La construction d'une maison du projet au cœur du quartier Maison des projets sera construite en 2017, à l'entrée du quartier Vent de Bise. Ce projet comprendra une partie dédiée au 4e CCS « Cœur de Ville », mais aussi un lieu d'accueil pour le Conseil Citoyen, les associations de quartier, et d'informations sur le futur projet de renouvellement urbain.
  Au cœur du quartier, ce lieu de proximité sera ouvert à tous, un lieu de rencontres, de participation des habitants, de convivialité et d'entraide. Ce sera également un lieu d'informations, de conseils, d'animation du quartier, mais aussi d'accompagnement à la vie associative et de tous les projets sur le secteur (projet social, NPNRU, actions associations et habitants...).

- ⇨ Pour Lens, sur le 12-14 : la maison du projet trouvera place au cœur du quartier, dans un équipement déjà bien fréquenté par les habitants. Les outils de communication seront adaptés à la configuration des lieux et seront pensés pour toucher le plus grand nombre, tant dans leur format que leur contenu. Les habitants seront invités à les enrichir, à travers une démarche participative renouvelée (cartographie interactive, proposition de design participatif, travail avec les associations et scolaires etc.). Le porteur de projet et les bailleurs seront invités mensuellement et autant que souhaité par le Conseil Citoyen et les élus à partager et enrichir les éléments du projet avec les habitants.

Il est ainsi proposé deux temps dans la concertation :

- ⇨ Temps 1 : les habitants participent à enrichir les principes d'aménagement au regard des usages et des attentes.
- ⇨ Temps 2 : les habitants sont les «acteurs vigilants» des temporalités liées à la gestion sociale tout au long de la durée des travaux.

Temps 1 : Le Temps des prescriptions et de l'élaboration du projet de renouvellement urbain

En favorisant la mise en place d'une démarche dans laquelle les avis, les expériences et les idées se discutent autour de l'élaboration du projet de rénovation urbaine, les habitants seront en capacité de se l'approprier et de l'enrichir. Pour être utile, la parole des habitants doit être encadrée, guidée et émancipée de tout portage extérieur, au risque d'être improductive. La régularité est essentielle pour fidéliser les habitants et pour les souder entre eux.

A la fin du processus, chacun aura pu s'exprimer, concevoir et se projeter dans le projet de renouvellement urbain.

Cette démarche est portée par les Conseils citoyens, les acteurs institutionnels et les bailleurs.

Objectifs visés :

- Porter à connaissance l'ambition, les objectifs du projet et les règles du jeu de la concertation (fonctionnement et périmètre de la concertation) auprès des acteurs locaux et des habitants des trois périmètres par des modalités d'information qui initient la démarche de participation, le contenu des projets urbains, la planification, le calendrier des rencontres et l'inscription des participants aux prochaines étapes.
- Réaliser avec les habitants une démarche constructive sur chacun des périmètres.
- Confronter les attentes collectives portées par les habitants aux objectifs affichés dans le projet et aux moyens réels. Présenter les contraintes financières et techniques...
- Aller à la rencontre de publics ciblés (collégiens, groupes de femmes, commerçants, anciens, etc.) pour croiser les regards sur la mise en devenir du quartier : entretiens de groupes, groupes de travail thématiques…
- Enrichir le projet urbain en s'appuyant sur de l'expertise d'usage collective des habitants. Le principe d'un découpage thématique est pertinent et permet de construire un échange réflexif approfondi autour de sujets pluriels comme l'habitat, les déplacements, les espaces partagés, l'animation sociale.
- Rendre compte aux habitants de l'état d'avancée du projet, opérer un travail de médiation sur les objectifs, les faiblesses...

La CALL s'engagera aux côtés des Villes pour la formation des acteurs mobilisés, dans la continuité des programmes soutenus par l'ANRU. Un programme sera co-élaboré pour permettre au plus grand nombre de s'inscrire dans une démarche constructive et enrichissante selon leur profil, parcours, âge etc.

Temps 2 : Le Temps du suivi et de l'accompagnement des nouveaux usages pendant les travaux

Quand un quartier, un territoire se met en travaux les repères sont bouleversés et il est nécessaire d'apporter de nombreuses explications, voire corrections à des programmes, aussi nous conseillons fortement de poursuivre la concertation avec les habitants en phase travaux. Des réunions mensuelles (avec des formes diverses) peuvent introduire une réelle médiation pour éviter des tensions face à un environnement qui change avec des nuisances liées aux chantiers.

Dispositifs de concertation envisagés :

Ateliers de suivi chantier couplés à des cafés chantiers sur site en travaux.

Objectifs visés :

- Faire circuler régulièrement de l'information sur la nature des travaux et l'état d'avancement du chantier: lettre info chantier, dossier spécial dans le journal municipal, affichage, panneau de signalétique urbaine, exposition sur le projet, etc.
- Accompagner les habitants dans la modification des usages en développant une médiation continue sur le terrain avec les habitants.
- Mettre en place un atelier de suivi de chantier : rencontre des maîtres d'œuvre, visites du quartier en travaux et animation de cafés de chantier sur site prochainement en transformation.
- Faire des membres de l'atelier de suivi des personnes relais dans les différents sous-secteurs d'habitations.
- Donner de la visibilité à la participation citoyenne en créant, en utilisant de nouveaux supports d'appropriation numérique

Aux côtés des Villes, la CALL portera une attention particulière à l'émergence de nouvelles pratiques de co-construction et de méthodes renouvelées de participations des habitants (design participatif par exemple). L'agence d'urbanisme, en lien avec la démarche lancée par le pôle métropolitain et Euralens accompagnera le porteur de projet pour expérimenter sur les trois sites ces méthodes.

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

Le document cadre, adopté par la CIL dans sa séance du 2 novembre 2016, fixe trois objectifs forts qui doivent guider la mise en place de la politique intercommunale de gestion de la demande et des attributions.

1) Gagner en efficacité et en qualité, notamment :
- ⇨ en structurant et en homogénéisant l'ensemble des attributions autour d'une grille intercommunale de cotation de la demande
- ⇨ en mettant en place une instance intercommunale d'examen des cas complexes
- ⇨ en gérant les contingents (hors action logement) en flux, et non plus en stock.

2) Accroitre la satisfaction du demandeur, notamment :
- ⇨ en organisant le parcours résidentiel
- ⇨ en responsabilisant le demandeur dans la saisie de sa demande
- ⇨ en associant le demandeur en amont de la CALL.

3) Garantir l'équité et la transparence dans le traitement des demandes de logement, notamment :
- ⇨ en diffusant aux demandeurs une information homogène et de qualité sur l'ensemble de l'intercommunalité, à travers un réseau multipolaire d'accueil et d'information et des modalités d'information intercommunale (site internet, brochure)
- ⇨ en partageant avec le demandeur les critères de cotation, et donc de priorisation, de sa demande.

La spécificité du territoire comme mentionnée dans le document cadre, nécessitera d'être particulièrement attentif aux : « fragilités sociales sur l'ensemble du territoire en s'appuyant sur le constat du faible écart des indicateurs socio-économiques entre les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville et les autres quartiers d'habitat social des communes de l'Agglomération ».

La CALL a prévu en 2017 le missionnement d'une AMO spécifique pour une mise en place fin 2017 de la CIA (convention d'attribution intercommunale).

D'ores et déjà, le document cadre a inscrit pour les 3 quartiers les impératifs suivants *:*
Les relogements devront s'inscrire dans le respect des orientations suivantes :

- ⇨ offrir des parcours résidentiels positifs aux ménages, notamment en direction des logements neufs ou conventionnés depuis moins de cinq ans ;
- ⇨ contribuer à la mixité sociale ;
- ⇨ encadrer l'impact financier du relogement pour les ménages et maîtriser le reste à charge des ménages ;
- ⇨ proposer un dispositif d'accompagnement des ménages ;
- ⇨ mobiliser l'ensemble du parc social des bailleurs dans la recherche d'une solution de relogement satisfaisante ;
- ⇨ favoriser le relogement hors - QPV des locataires habitants dans un QPV, en respectant les souhaits des habitants de rester dans leur quartier.

Les modalités de relogement des locataires concernés et le suivi de leur mise en place seront cadrés dans la CIA, qui devra être signée au plus tard avant la mise en place des conventions de renouvellement urbain, prévues à l'issue du protocole (dont la durée est estimée à 18 mois).

Une analyse fine du peuplement et des relogements prioritaires sera à effectuer durant le protocole, en parallèle de cette phase de rédaction.
Il sera attendu que les modalités de relogement puissent permettre d'expérimenter des principes qui seront proposés dans la CIA, en proposant des parcours résidentiels positifs aux ménages tant dans la qualité des logements (relogement dans le neuf privilégié tout en gardant un niveau de loyer compatible avec les ressources des ménages) que dans la localisation des logements.

Le démarrage anticipé des relogements servira donc de « test » à l'échelle intercommunale. L'évaluation de ces relogements sera mise en exergue avec la stratégie de relogement CALL, l'évolution du PLH et les études du protocole (particulièrement l'étude Habitat).

Principes et modalités de la conduite du relogement

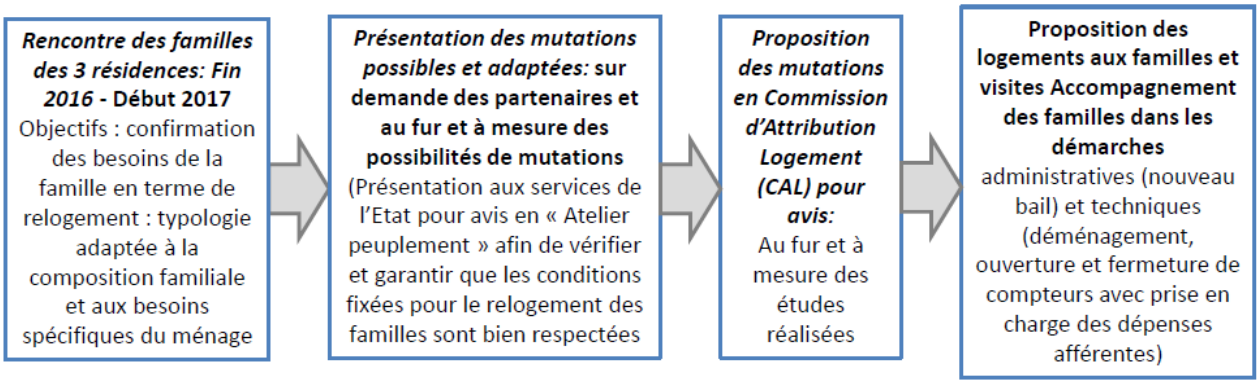
Sur Liévin, en association avec la CALL, la Ville et Pas-de-Calais habitat ont établi une méthodologie des relogements sur les 3 résidences Tivano, Sirocco et Pampero.

En amont des entretiens individuels, des démarches d'information sur les dates de passage seront envoyées aux locataires par le bailleur. Ces entretiens individuels/enquêtes ménages à domicile sont en cours par la Ville et le bailleur.

Après l'analyse des données issues des enquêtes, un premier atelier de peuplement sera organisé début Mars 2017 pour présenter l'instance et valider un règlement intérieur de cet atelier. Ce règlement, en cours d'écriture, exposera le dispositif de pilotage, les principes et la mise en œuvre du relogement. Il précisera aussi le dispositif d''accompagnement social des familles.

Cette première instance qui associera le service Habitat de la CALL, sollicitera une implication de tous les bailleurs dans « l'effort de relogement » en cohérence avec la CIA qui sera élaborée à l'échelle de la CALL. Cet atelier sera animé par la Ville de Liévin, avec la CALL et tous les bailleurs du territoire et les partenaires extérieurs concernés (DDTM, Conseil Départemental, CAF…).

Une réunion publique de lancement de cette démarche a eu lieu le 16 novembre au Vent de Bise.



- **sur Lens**, le relogement des opérations de Maisons et Cités relèvera également des dispositions du document cadre.

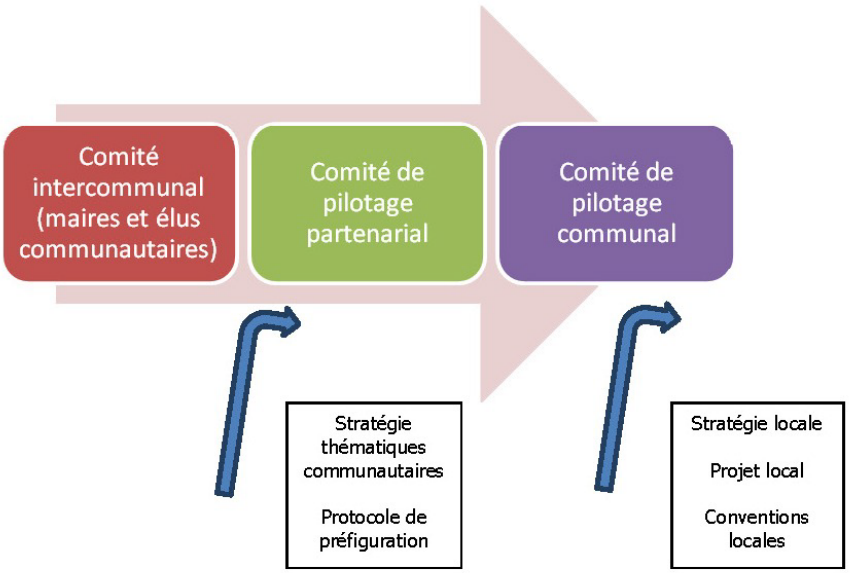
  Les personnes âgées, en 1er lieu les ayants droit, représentant à l'échelle du quartier 26% des locataires feront l'objet d'un suivi et de modalités de relogement spécifique. Les éléments de diagnostic social seront examinés de façon prioritaire par la Ville et la CALL.

  A l'échelle de l'ensemble du quartier, un comité de suivi spécifique sera mis en place dans les 1ers mois du protocole.

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

Article 8.1. Gouvernance

Le schéma ci-dessous illustre la gouvernance à chaque échelle territoriale mobilisée :



Deux fois par an, une revue de projet et/ ou un COPIL sera organisée pour garantir le bon déroulement des programmes de travail et des opérations d'investissement. L'ensemble des partenaires participant à leur réalisation sera convié. Le porteur de projet pourra organiser spécifiquement des points d'avancées, en format plus restreint, en tant que de besoin et sur demande du délégué territorial de l'Anru.

L'ensemble des partenaires sera associé à chaque étape clef de rendus des études figurant au programme de travail et notamment la Région, partenaire central dans la mise en place du protocole de préfiguration et en anticipation des conventions à venir.

Action Logement sera invitée au comité de pilotage et est d'ores et déjà pleinement associée au travail de diversification de l'offre- comme en témoigne le travail commun en cours sur l'identification d'un panel de locataire sur les 1eres opérations du quartier 12-14 (R11) -et à l'identification des contreparties à son bénéfice.

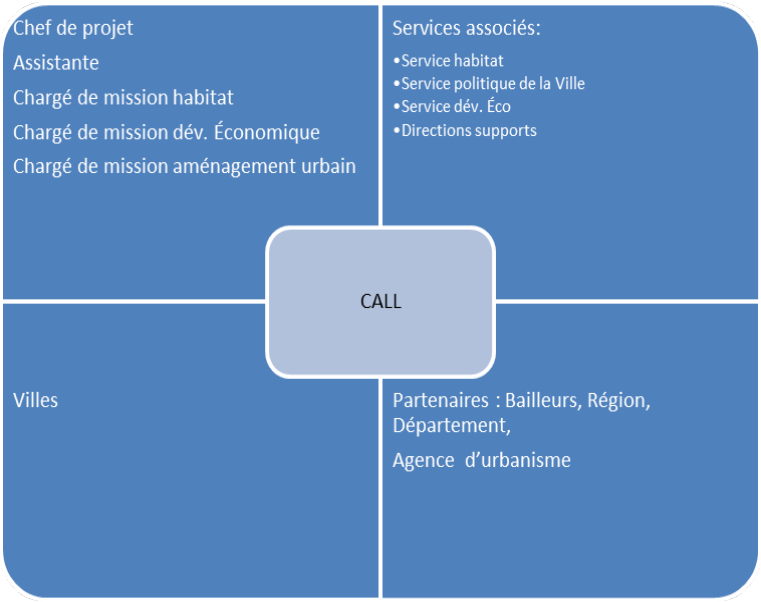
Les institutions économiques (Caisse des Dépôts, Epareca) seront associées aux instances relatives aux projets au global ou de façon spécifique selon les thématiques pouvant relever de leurs compétences ou interventions.

Article 8.2. Conduite de projet

La CALL a mis en place une équipe dédiée autour de la direction de projet renouvellement urbain pour assurer la mobilisation interne et externe autour des projets.

Le porteur de projet organisera régulièrement, et sur demande du délégué territorial de l'Anru ou du délégué territorial adjoint des réunions de travail pour présenter les avancées du dossier et recueillir leurs avis sur les travaux et études en cours ou à venir.

Le schéma ci-dessous illustre l'articulation souhaitée à l'échelle de la CALL :



Les organigrammes du mode projet sont présentés en annexes.

ARTICULATION CALL-VILLE

En complément des réunions préparatoires aux comités de suivis, il est prévu un point hebdomadaire entre les services techniques en charge du suivi des projets de renouvellement urbain.

Selon les thématiques abordées, d'autres signataires du protocole ou intervenants seront conviés et pourront demander à participer à ces rendez-vous hebdomadaires.

La Région et le délégué territorial adjoint seront invités à minima une fois par trimestre à ces réunions techniques hebdomadaires pour s'assurer de la conformité de l'avancée du programme de travail et de ces exigences qualitatives.

L'agence d'urbanisme de l'Artois sera ainsi régulièrement invitée à présenter l'avancée de ses travaux et à faire des points d'étape des études et des missions confiées.
Par ailleurs, sur le pilotage et suivi des études, il est prévu que :
« Le prestataire devra faire un retour une fois par mois par écrit au MO des avancées du dossier et les rendez-vous pris pour association éventuelle des services.
Ce document devra après relecture être envoyé aux services techniques partenaires du groupement.
Une fois par trimestre, une réunion de présentation associant les services techniques du groupement de commande :

- Pour les études urbaines, la direction de projet NPRU sera conviée,
- Pour l'étude développement économique, les directions de projets de Ville sont associées.»

Ces temps d'échange seront impératifs pour garantir l'interaction avec les études menées à l'échelle de l'Agglomération et celles des Villes.

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Les bailleurs sociaux sont associés aux différentes instances portant sur les domaines du logement, de l'urbanisme et du peuplement, relevant du protocole ou du contrat de Ville.

Le recrutement d'un chargé de mission dédié au logement privé sera la base d'une nouvelle stratégie de l'agglomération et des Villes pour rapprocher les ambitions portées sur ces quartiers et les acteurs du logement privé. A la demande de l'ANRU, des promoteurs privés seront sollicités sur des secteurs du quartier le temps du protocole, afin d'expertiser la faisabilité de certains programmes de diversification.

En parallèle, il sera nécessaire d'intégrer les réflexions du rapport interministériel de préfiguration d'un contrat partenarial d'intérêt national sur le bassin minier dans le mode de projet et l'association des acteurs économiques dans les quartiers.

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'Anru dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 7. Leur financement par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'Anru relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'Anru, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Pour les projets d'intérêt national, conformément à l'avis du comité d'engagement :
- La date de prise en compte du démarrage des études est le comité d'engagement du 5 septembre 2016
- La date de prise en compte de la conduite de projet est le 1er octobre 2016.

Pour les projets d'intérêt régional, conformément à l'avis du comité d'engagement :
- La date de prise en compte du démarrage des études est le 5 septembre 2016
- La date de prise en compte de la conduite de projet est le 1er octobre 2016

Article 9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Libellé précis de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnelle subvention ANRU	Date de lancement opérationnelle (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Chef de projet PRU	*283 6999999 14 0001 008*	CALL	CALL	230 000€	50%	115 000 ,00 €	2e semestre 2016	4
Chargé de mission habitat (logement privé)	*283 6999999 14 0001 009*	CALL	CALL	142 500,00 €	50%	71 250,00 €	1e semestre 2017	3
Chef de projet	*283 6062028 14 0003 002*	Vent de Bise Jean Lebas	LIEVIN	172 500,00 €	50%	86 250,00 €	2e semestre 2016	3
Chef de projet	*283 6062019 14 0004 002*	République-cité 4	AVION	172 500,00 €	50%	86 250,00 €	2e semestre 2016	3

Article 9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

Article 9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet

Libellé précis de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnelle subvention Anru	Date de lancement opérationnelle (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude stratégie d'agglomération Habitat	*283 6999999 14 0001 001*	CALL	CALL	150 000,00 €	50%	75 000,00 €	2e semestre 2016	2
Etude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain de la cité 12-14 à Lens	*283 6062024 14 0002 001*	Cité 12-14	LENS	120 000,00 €	50%	60 000,00 €	1e semestre 2017	2
Etude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain du quartier Vent de Bise – Jean Lebas à Liévin	*283 6062028 14 0003 001*	Vent de Bise – Jean Lebas	LIEVIN	120 000,00 €	50%	60 000,00 €	1e semestre 2017	2
Etude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain du quartier République et de la Cité du 4 Sud à Avion	*283 6062019 14 0004 001*	République-cité 4	AVION	120 000,00 €	50%	60 000,00 €	1e semestre 2017	2
Etude observation et évaluation	*283 6999999 14 0001 004*	CALL	CALL	15 000,00 €	50%	7 500,00 €	2e semestre 2017	1
Etude observation et évaluation	*283 6062024 14 0001 005*	12-14	CALL	5 000,00 €	50%	2 500,00 €	2e semestre 2017	1
Etude observation et évaluation	*283 6062028 14 0001 006*	Vent de bise Jean Lebas	CALL	5 000,00 €	50%	2 500,00 €	2e semestre 2017	1
Etude observation et évaluation	*283 6062019 14 0001 007*	République-cité 4	CALL	5 000,00 €	50%	2 500,00 €	2e semestre 2017	1
Etude méthodologie – animation – concertation	*283 6062024 14 0002 002*	Cité 12-14	LENS	50 000,00 €	50%	25 000,00 €	1e semestre 2017	3

Les missions qui seront confiées à l'agence d'urbanisme devront suivre les instructions de la note technique du 30 avril 2015 relative aux agences d'urbanisme : conditions de fonctionnement, modalités de financement et rôle des services de l'État, émise par le ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité, tout particulièrement en ce qui concerne leur cadre contractuel et leur nature.

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 9.2.2 L'accompagnement des ménages

- Les actions et les missions d'accompagnement des ménages

Sans objet

- Le relogement des ménages avec minoration de loyer

Sans objet

Article 9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail[2]

Sans objet.

A noter toutefois que le parc privé sur les trois quartiers fera l'objet d'une attention particulière de la CALL et des trois Villes durant le protocole, via une ingénierie renforcée (étude Habitat, équipes projet) et la mobilisation de dispositifs existants ou expérimentaux. L'ANAH sera associée à cette mobilisation en amont d'éventuelles interventions.

Article 9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont mentionnées en annexe 10. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents. Elles figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'Anru.

Libellé précis de l'opération	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention CDC	Date de lancement opérationnelle (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude sur les potentiels de développement économique et de services	*283 6999999 14 0001 002*	CALL	CALL	150 000,00 €	50% soit 75 000 €	1e semestre 2017	2
Etude sur la stratégie énergétique Troisième Révolution Industrielle et réseau de chaleur	*283 6999999 14 0001 003*	CALL	CALL	55 000,00 €	27,3% soit 15 000 €	1e semestre 2017	2

Article 9.5. Modalités de financement du programme de travail par la Région

Le précédent programme national de rénovation urbaine a révélé les enjeux stratégiques du partenariat Etat / ANRU / Région en termes d'aménagement, d'équilibre et d'égalité des territoires. La cohésion de l'action menée a été déterminante pour remédier aux dysfonctionnements urbains ciblés, tout en ayant un effet avéré sur l'économie régionale, tant en termes d'emplois créés et maintenus qu'en termes d'activité des entreprises du BTP.

C'est avec le même objectif de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique que la Région Hauts-de-France entend s'inscrire dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en proposant une nouvelle politique harmonisant ses dispositifs et apportant un véritable levier pour les territoires.

Conformément à la délibération n°20161396 en date du 13 octobre 2016 relative au « *Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville pour la période 2017-2021 - Principes, cadrage et modalités de mise en œuvre* », la Région s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des contrats de ville. Cet engagement aux côtés des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) s'appuie sur la mobilisation des politiques de droit commun et des crédits spécifiques relatifs à la politique de la ville et au NPNRU.

[2] Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé)

Plus particulièrement dans sa délibération 20170046 du 2 février 2017 relative au Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, elle a décidé d'accompagner les quartiers retenus au titre du NPRU.

A ce titre, les projets de renouvellement urbain s'inscriront dans des démarches de développement intégré et pourront mobiliser des crédits régionaux « renouvellement urbain » sur :

- Le développement économique des quartiers
- L'innovation sociale et/ou numérique
- Le traitement de l'habitat ancien dégradé et la réhabilitation du parc social
- Le renouvellement de l'offre de services à travers les équipements publics
- L'aménagement urbain et l'attractivité

La délimitation de périmètres précis (à la rue) pour les quartiers retenus exclut dans la plupart des cas le foncier mutable immédiatement et rend difficile la mise en œuvre de la diversité des fonctions des quartiers exigée par tous, notamment au bénéfice du développement économique. La Région s'ouvre ainsi le droit, aux côtés des maîtres d'ouvrage potentiels (collectivités, bailleurs, entreprises, …) et selon les projets susceptibles d'être développés, d'intervenir et de mobiliser ses financements en dehors des périmètres retenus par l'ANRU, pour autant que les projets concernés soient en lien direct avec le retournement d'image du quartier, au service d'une nouvelle attractivité et/ou au bénéfice des populations des quartiers en question.

Le protocole de préfiguration est la première étape de contractualisation du projet de renouvellement urbain (programme d'études et moyens d'ingénierie) afin de participer à la définition des opérations qui conduiront à la transformation de ces quartiers.

Dans ce contexte, la Région pourra financer

- les études globales pré-opérationnelles, type master plan
- des études complémentaires sur des thématiques faisant référence aux priorités d'intervention du Conseil Régional, notamment en termes de développement économique, d'innovation et d'attractivité.

La participation financière de la Région à ces études est subordonnée à une validation technique préalable des cahiers des charges soit par les services régionaux instructeurs du NPRU ou des directions opérationnelles si le financement relève de crédits de droit commun de la Région. Elle fera l'objet d'une affectation par délibération des instances concernées (commission thématique ; commission permanente)

Ces opérations feront l'objet d'une instruction par les services au fur et à mesure de leur opérationnalité selon les modalités d'intervention fixées. Les dossiers de demande de subvention seront instruits sur la base des consultations engagées par le maître d'ouvrage afin de définir les modalités de calcul de la dépense subventionnable propre à chaque opération dans la limite des crédits réservés et sous réserve du budget annuel régional.

La signature des protocoles et la participation régionale aux financements des études précisées ci-dessus n'engagent la Région ni sur la définition des périmètres étudiés ni sur le financement des opérations d'investissement ultérieures. Ces éléments seront examinés dans le cadre de conventions opérationnelles de chaque nouveau projet de renouvellement urbain.

Le financement des études dans le cadre des protocoles de préfiguration sera intégré aux engagements financiers de la Région au titre du NPNRU.

La Région sera associée à l'ensemble des démarches de suivi du programme de travail et des opérations d'investissement. Le porteur de projet pourra organiser spécifiquement des points d'avancés, en format plus restreint, autant que de besoin et sur demande du représentant de la Région.

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du représentant de la Région le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec la Région par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Sa participation est subordonnée à la validation technique préalable des services instructeurs du NPRU.

Libellé précis de l'opération	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention Région	Date de lancement opérationnelle (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude stratégie d'agglomération Habitat	*283 6999999 14 0001 001*	CALL	CALL	150 000,00 €	20% Soit 30 000 €	2e semestre 2016	2
Etude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain de la cité 12-14 à Lens	*283 6062024 14 0002 001*	Cité 12-14	LENS	120 000,00 €	20% Soit 24 000 €	1e semestre 2017	2
Etude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain du quartier Vent de Bise – Jean Lebas à Liévin	*283 6062028 14 0003 001*	Vent de Bise – Jean Lebas	LIEVIN	120 000,00 €	20% Soit 24 000 €	1e semestre 2017	2
Etude urbaine et sociale, de programmation et d'assistance à l'élaboration et à la finalisation de la convention de renouvellement urbain du quartier République et de la Cité du 4 Sud à Avion	*283 6062019 14 0004 001*	République-cité 4	AVION	120 000,00 €	20% Soit 24 000 €	1e semestre 2017	2
Etude sur les potentiels de développement économique et de services	*283 6999999 14 0001 002*	CALL	CALL	150 000,00 €	30% Soit 45 000 €	1e semestre 2017	2
Etude sur la stratégie énergétique Troisième révolution industrielle et réseau de chaleur	*283 6999999 14 0001 003*	CALL	CALL	55 000,00 €	40% Soit 22 000 €	1e semestre 2017	2

Article 10 (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Article 10.1 Opérations financées par l'Anru

Sans objet.

Article 10.2 Opérations financées par l'Anah

Sans objet.

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le 5 septembre 2016 et la date de fin opérationnelle de la dernière opération d'ingénierie visée à l'article 9, à savoir le 31/12/2018.

Article 11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir de la date de signature du protocole de préfiguration.

Le présent protocole s'achève le 31/12/2019.

La/les convention(s) d'application pourra/pourront démarrer avant l'achèvement du protocole de préfiguration.

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'Anru

Point de rendez-vous avec l'ANRU :

Les opérations d'investissement sur la Cité 12-14 feront l'objet d'un examen complémentaire du comité d'engagement dès transmission des éléments attendus, pour une inscription financière ultérieure à la signature du protocole :

- Pour les réhabilitations du secteur R11, il sera pris en compte les préconisations de la mission d'expertise dont la restitution est prévue courant mars
- Pour la démolition des maisons murées, il est attendu les caractéristiques de l'opération et le détail de son chiffrage, ainsi que l'avis de l'architecte des bâtiments de France

En ce qui concerne l'expérimentation d'une cession groupée, secteur R8, le maître d'ouvrage détaillera le processus de commercialisation prévu et les alternatives de transformation du bâti envisagées.

Finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain :

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du délégué territorial de l'Anru le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'Anru relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

Article 13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 7, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'Anru, au titre du NPNRU, est sollicité. Il fait ainsi apparaître les concours financiers Anru, déclinés entre montants de subventions Anru et volumes de prêts bonifiés le cas échéant. L'ensemble des co-financements sont précisés : commune, EPCI, conseil régional, Caisse des dépôts, …

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'Anru, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de 653 750 €, composés uniquement de subventions.

Les concours financiers de l'Anru sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'Anru relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah[3]

Sans objet

Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 10, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Article 13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires

Sans objet

Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

Article 13.5. Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du règlement financier, l'Anru peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

[3] *Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé).*

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'Anru les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'Anru.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'Anru, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'Anru.

Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Le directeur général de l'Anru peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration;
- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'Anru, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

Article 13.8. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Article 14. Dispositions diverses

Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'Anru à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation…Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'Anru toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'Anru, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'Anru ou par ses partenaires.
Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'Anru conformément au RGA relatif au NPNRU.
Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'Anru (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

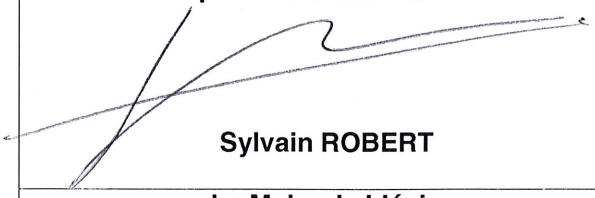
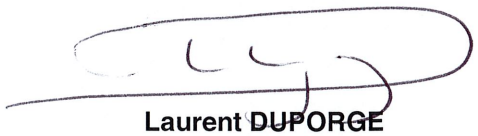
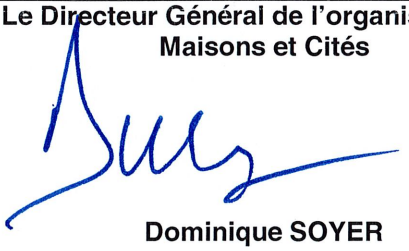
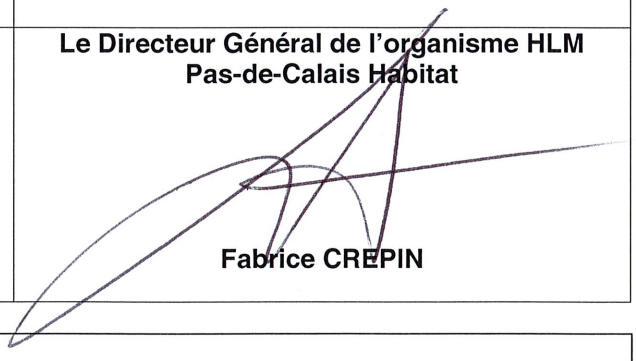
En cas de mobilisation par l'Anru de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

Article 14.2 La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Date[4] **:** 10 MARS 2017

Signatures :

Le Directeur Général de l'Anru  **Nicolas GRIVEL**	**Le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'Etat dans le département**  **Marc DEL GRANDE**
La Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts  **Gaëlle VELAY**	**Le Président du Conseil Régional des Hauts de France**  **Xavier BERTRAND**
Le Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin / Le Maire de Lens accueillant le quartier prioritaire Cité 12/14  **Sylvain ROBERT**	**Le Maire d'Avion accueillant le quartier prioritaire République-Cité du 4 sud**  **Jean-Marc TELLIER**
Le Maire de Liévin accueillant le quartier prioritaire Vent de Bise – Jean Lebas  **Laurent DUPORGE**	**Le Directeur Général de l'organisme HLM Maisons et Cités**  **Dominique SOYER**
La Directrice Générale de l'organisme HLM Sia Habitat  **Marie-Hélène FOUBET**	**Le Directeur Général de l'organisme HLM Pas-de-Calais Habitat**  **Fabrice CREPIN**

En présence de Monsieur Patrick KANNER,
Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports



4 Apposée par le dernier signataire (soit le directeur général de l'Anru ou le délégué territorial de l'Anru)

ANNEXES

1- Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.

2- Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru.

3- Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement.

4- Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme…)

5- Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

6- Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation

7- Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

8- Planning de réalisation des actions du programme de travail

9- Tableau des financements de l'Anah (cf. modèle type fourni par l'Anah)[5]

10- Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

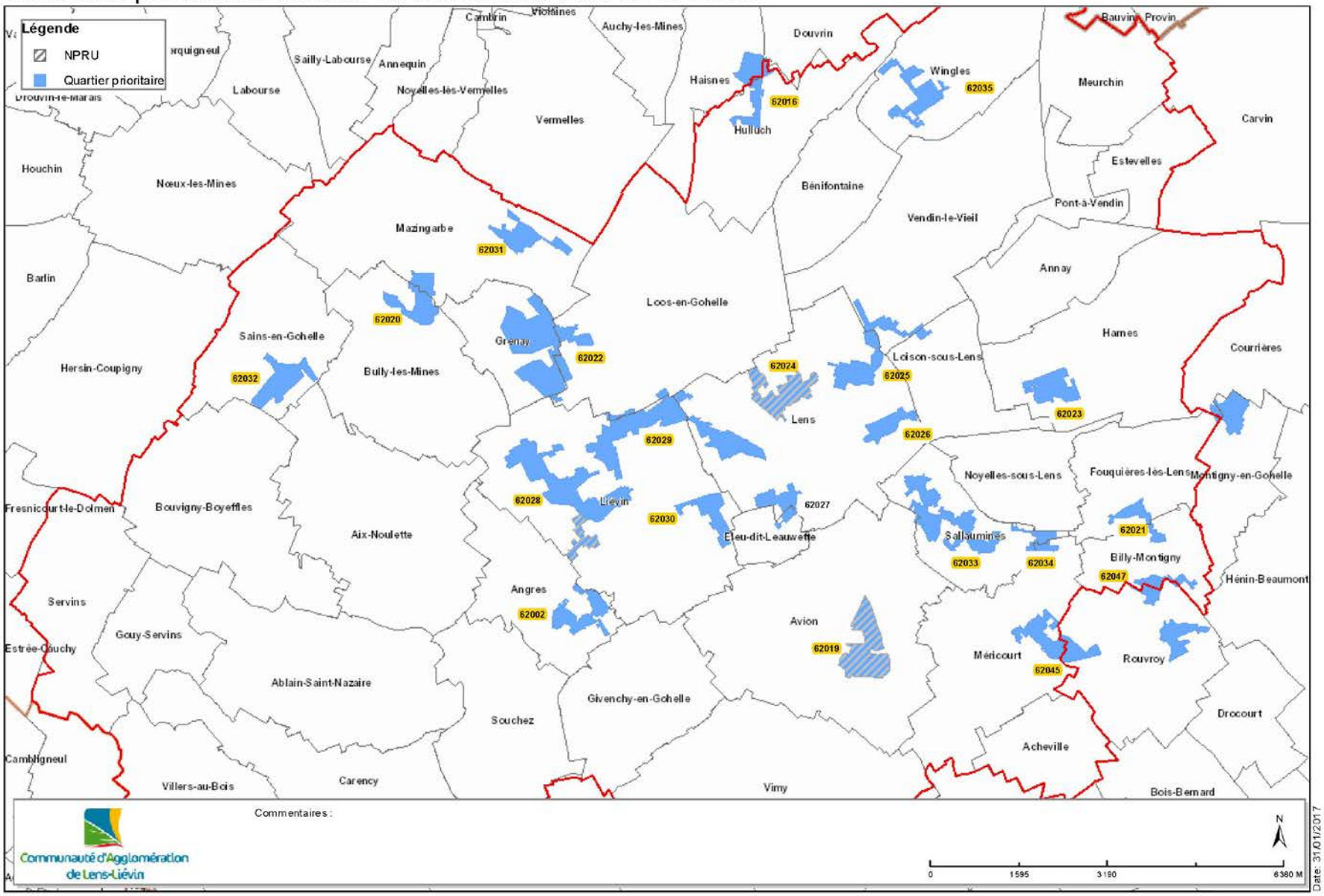
11- Convention relative au programme d'investissements d'avenir « ville durable et solidaire » le cas échéant

12- Tracés du BHNS en cours de déploiement

[5] Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé)

Annexe 1 – Plan de situation des quartiers identifiés à l’article 1 au sein du territoire du contrat de ville

Quartiers prioritaires inscrits au Contrat de Ville 2015-2020



Annexe 2 – Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l’objet d’un projet de renouvellement urbain cofinancé par l’Anru



RENOUVELLEMENT URBAIN

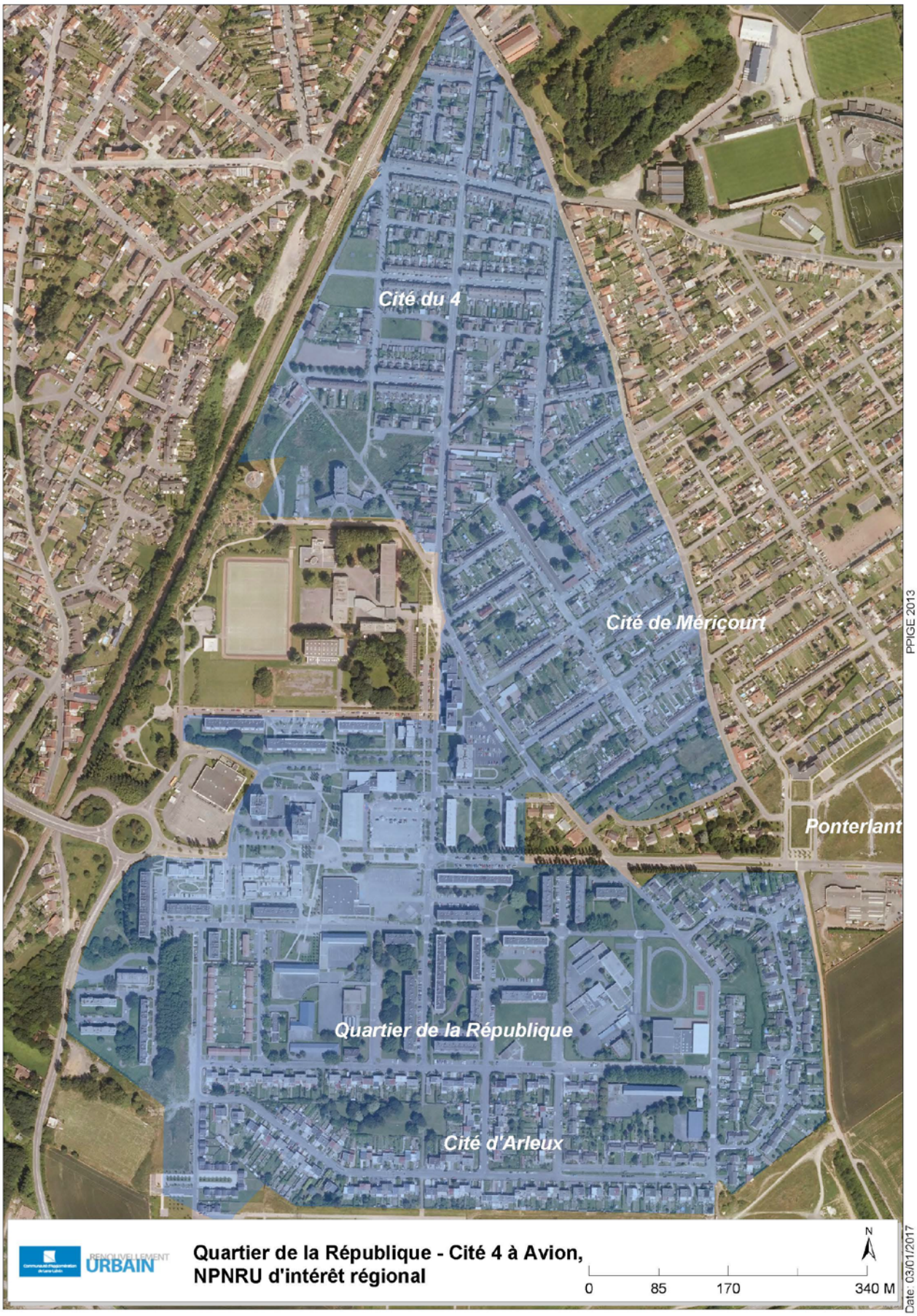
Cité 12-14 à Lens,
NPNRU d'intérêt national

N

0 115 230 460 M

Date: 03/01/2017


Cité de Rollencourt
Résidence Jean Lebas
Vent de Bise
PPIGE 2013
RENOUVELLEMENT URBAIN
Quartier Calonne - Marichelles - Vent de Bise à Liévin,
NPNRU d'intérêt régional
N
0
50
100
200 M
Date: 03/01/2017



RENOUVELLEMENT URBAIN

Quartier de la République - Cité 4 à Avion, NPNRU d'intérêt régional

N

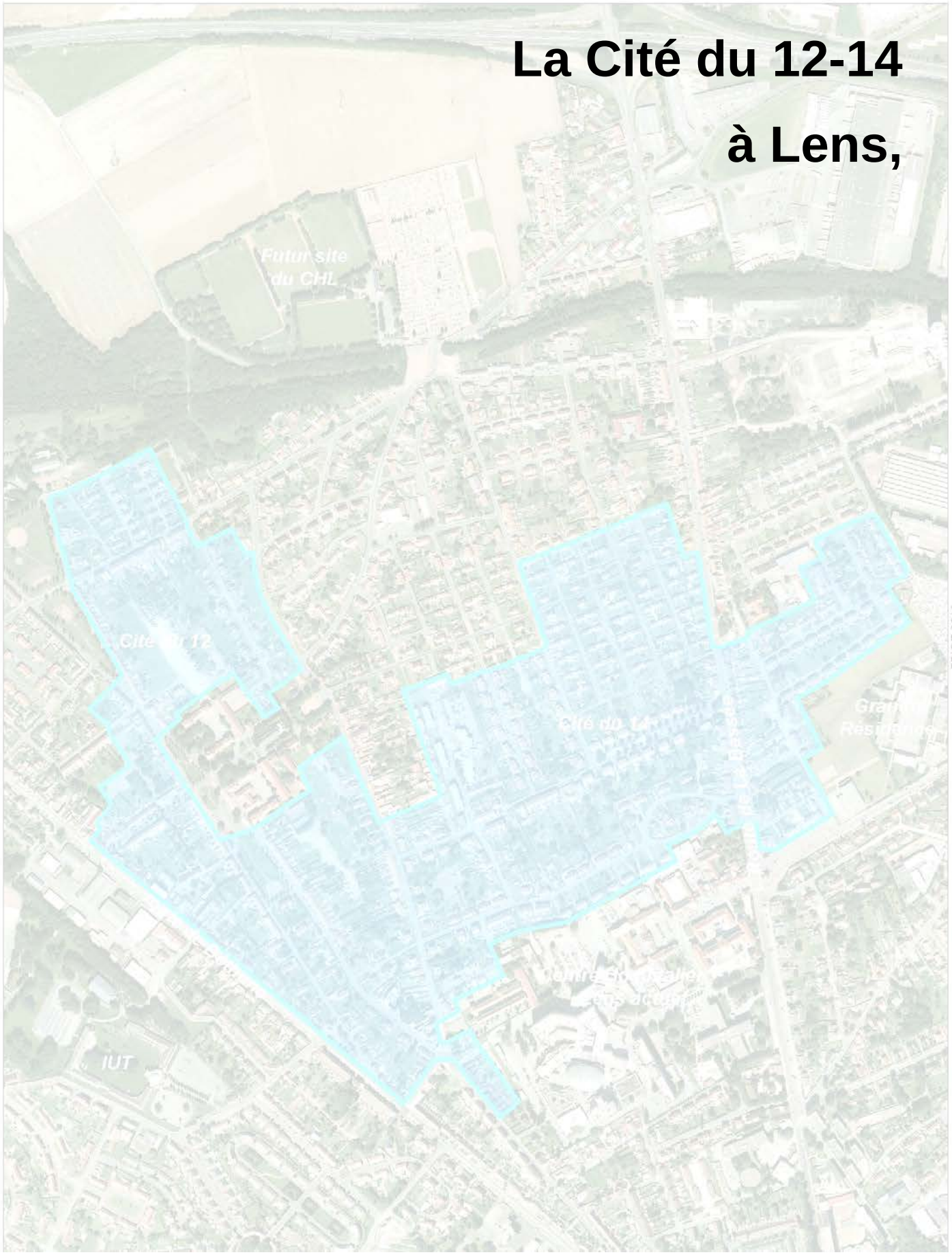
0 85 170 340 M

Date: 03/01/2017

Annexe 3 – Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l’échelle du quartier et à l’échelle du quartier dans son environnement

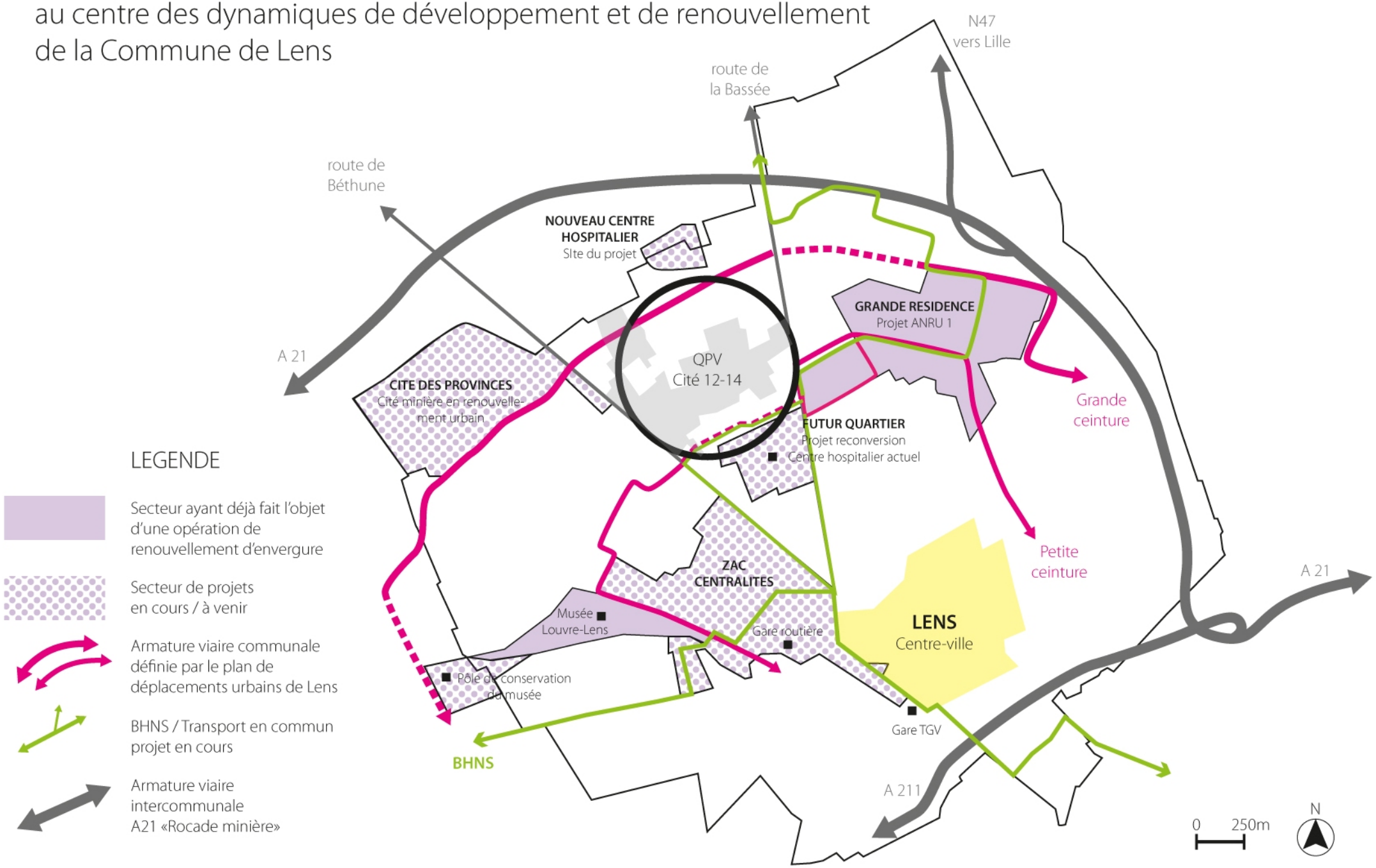
La Cité du 12-14

à Lens,



Le NPNRU d'intérêt national Bassin minier - Cité du 12-14,

au centre des dynamiques de développement et de renouvellement de la Commune de Lens

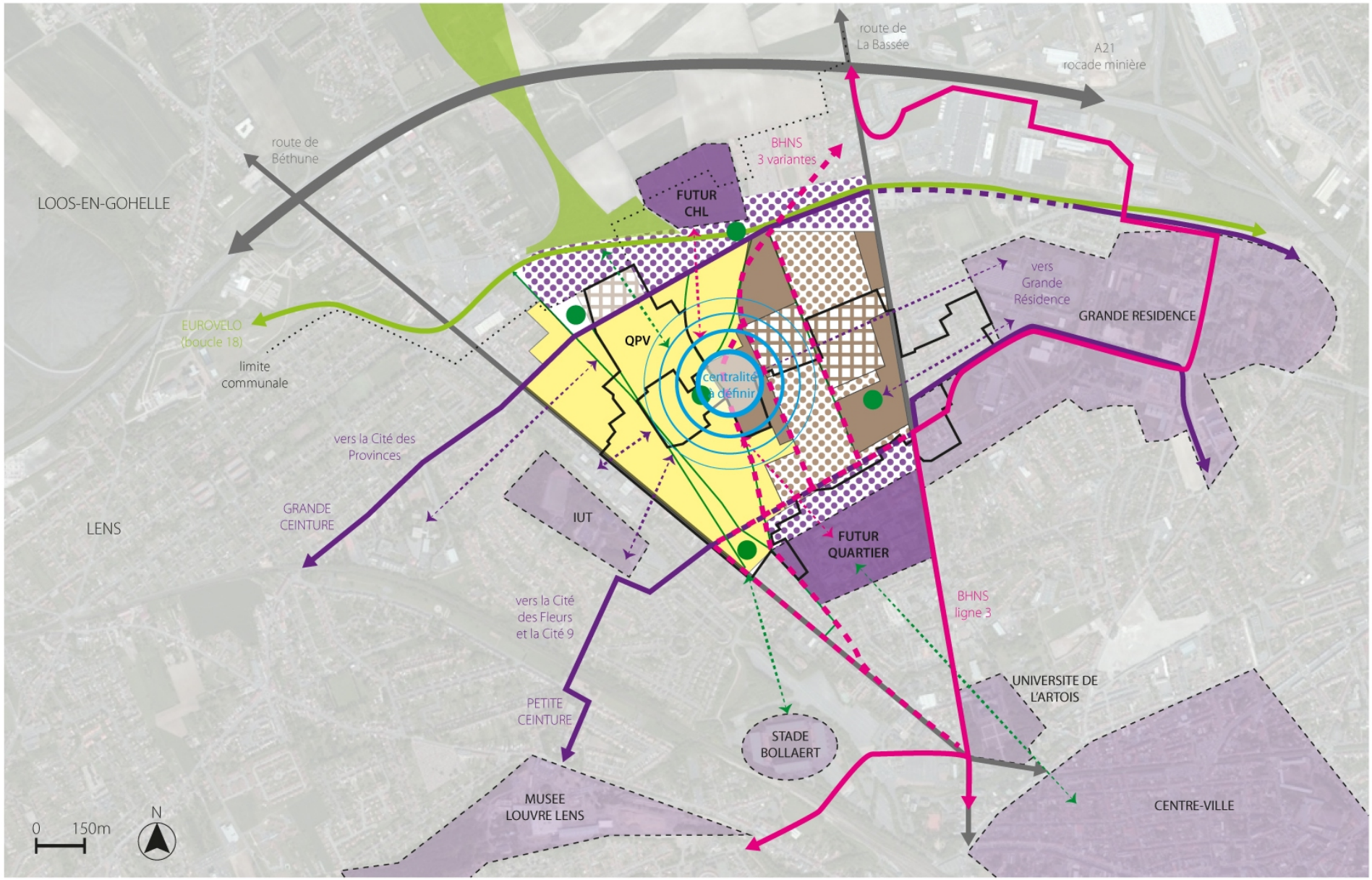


LEGENDE

- Secteur ayant déjà fait l'objet d'une opération de renouvellement d'envergure
- Secteur de projets en cours / à venir
- Armature viaire communale définie par le plan de déplacements urbains de Lens
- BHNS / Transport en commun projet en cours
- Armature viaire intercommunale A21 «Rocade minière»

Le NPNRU d'intérêt national Bassin minier - Cité du 12-14

Schéma de spatialisation des enjeux



LEGENDE

RENOUVELER LE MODE D'HABITER POUR FAVORISER LA MIXITE SOCIALE ET L'ATTRACTIVITE

Objectif de mixité programmatique, offrir des logements adaptés à la population présente actuelle et attirer de nouveaux habitants



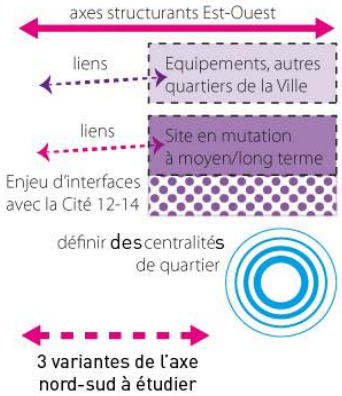
Secteurs à enjeux urbains, patrimoniaux et sociaux, ouverts à la réflexion

Deux types d'interventions possibles, en co-construction avec les habitants :
- les zones potentiellement touchées par de la restructuration urbaine (démolition, remembrement urbain, espaces publics, habitat, équipements)
- les zones préservant la trame urbaine au titre de l'inscription à l'UNESCO mais lieux potentiels de diversification de l'habitat en termes de statut et de peuplement (expérimentations de produits logements)

Secteurs à fort enjeu social et de préservation et valorisation du patrimoine bâti et des espaces publics caractéristiques de la cité-jardin inscrite à l'UNESCO

Un problème d'accompagnement des rénovations engagées à mettre en oeuvre, notamment sur la cité du 12 : ambition des rénovations à adapter selon l'enjeu énergétique, participation collaborative des habitants (espaces publics, jardins, équipements publics)

CREER UN COEUR DE QUARTIER ET DES POLARITES ECONOMIQUES



Désenclavement et lisibilité des parcours : maillage du quartier, enjeux d'interfaces, accroches, façades et entrées du quartier :
- à court terme : affirmation des axes structurants Est-Ouest, maillage avec les quartiers et équipements avoisinants

- à long terme : liens et continuités urbaines avec les secteurs en mutation Nord et Sud (projet du futur Centre Hospitalier de Lens, horizon 2020 ; futur quartier : site de 13ha potentiel de développement 2025-2035)

Recomposition urbaine à définir avec notamment :
- l'enjeu de polarités de vie locale, identités et centralités de quartiers (localisations à définir)
- l'enjeu d'accroche du quartier à la centralité lensoise (liens urbains à définir au nord avec le développement du futur CHL, au sud avec la reconversion du site actuel du CHL, desserte en TC à approfondir (3 variantes de tracés à étudier dans l'étude de conception urbaine)

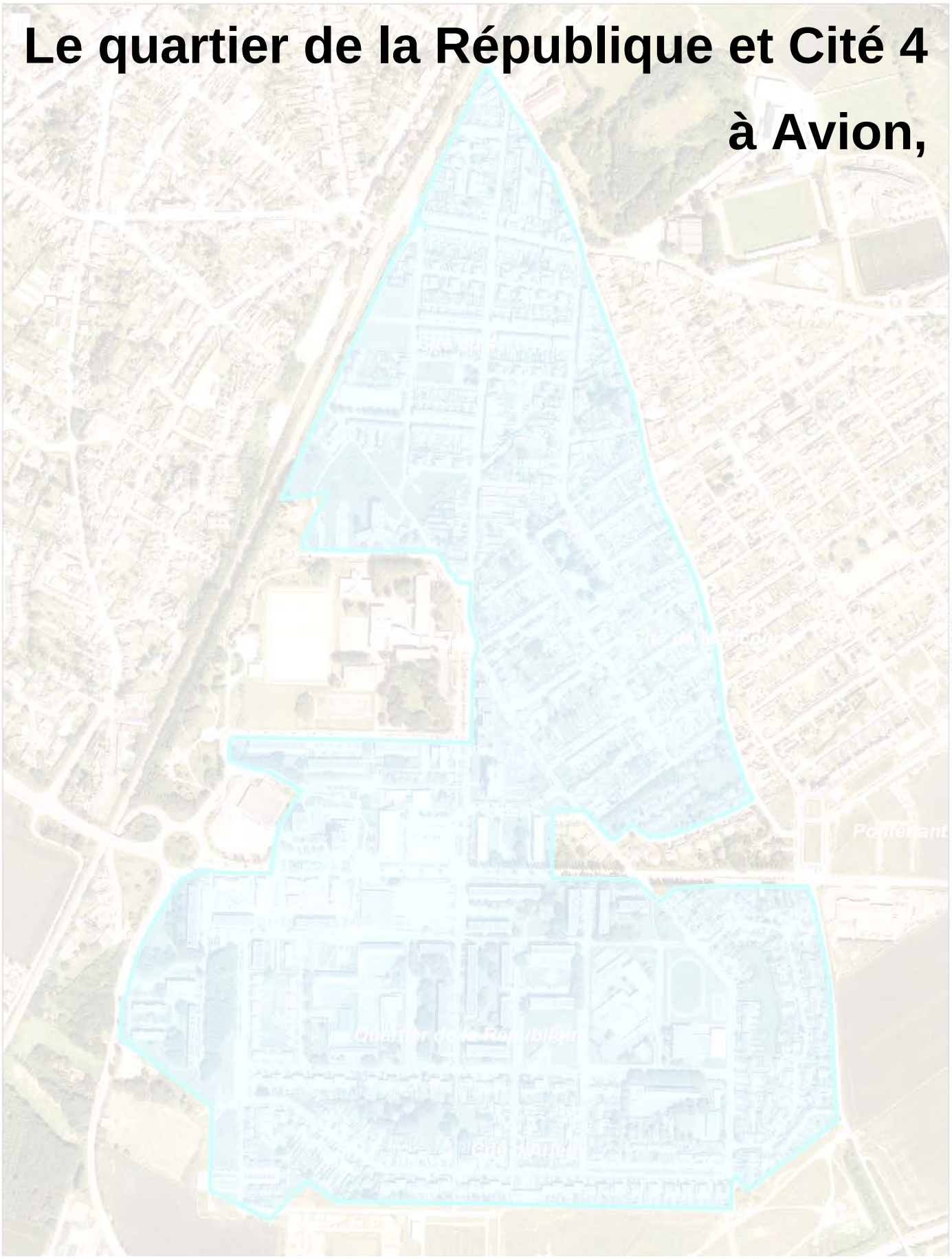
AFFIRMER LE CARACTERE DE CITE JARDIN COMME PÔLE D'ATTRACTIVITE ET DE COHESION SOCIALE



Valorisation de la trame urbaine, paysagère et bâtie des cités minières, valorisation de l'image de cité jardin
Mise en place d'une trame verte : développer les liaisons douces internes et entre les quartiers, hiérarchiser la trame viaire, suppression des impasses, prolongement des axes, reconfiguration des espaces publics existants, modernisation des aménagements, gestion et responsabilisation collective, etc.

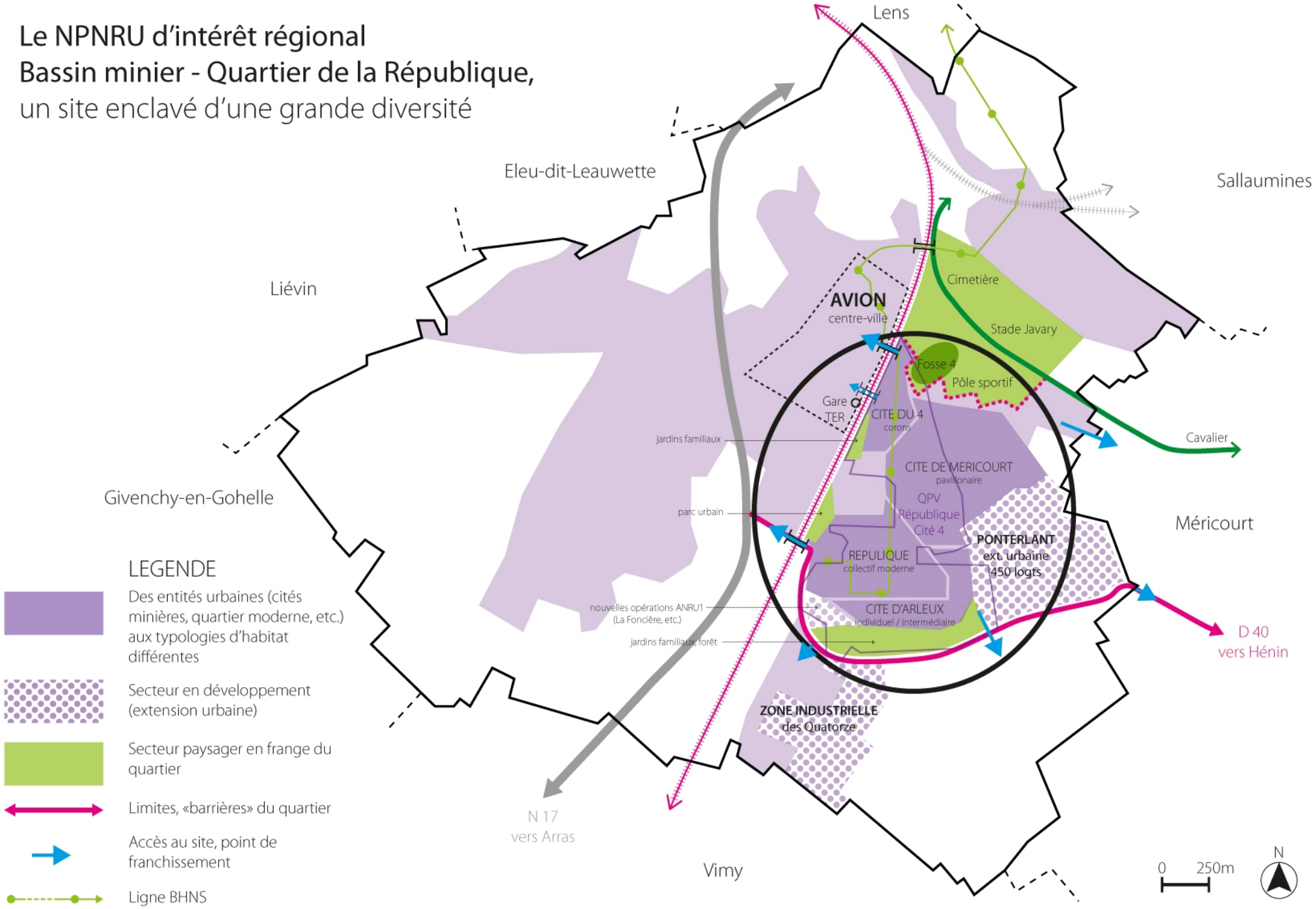
Une économie sociale et solidaire : développement d'une agriculture périurbaine et d'un réseau alimentaire de proximité sur la CALL

Le quartier de la République et Cité 4 à Avion,



PPIGE 2013

Le NPNRU d'intérêt régional
Bassin minier - Quartier de la République,
un site enclavé d'une grande diversité

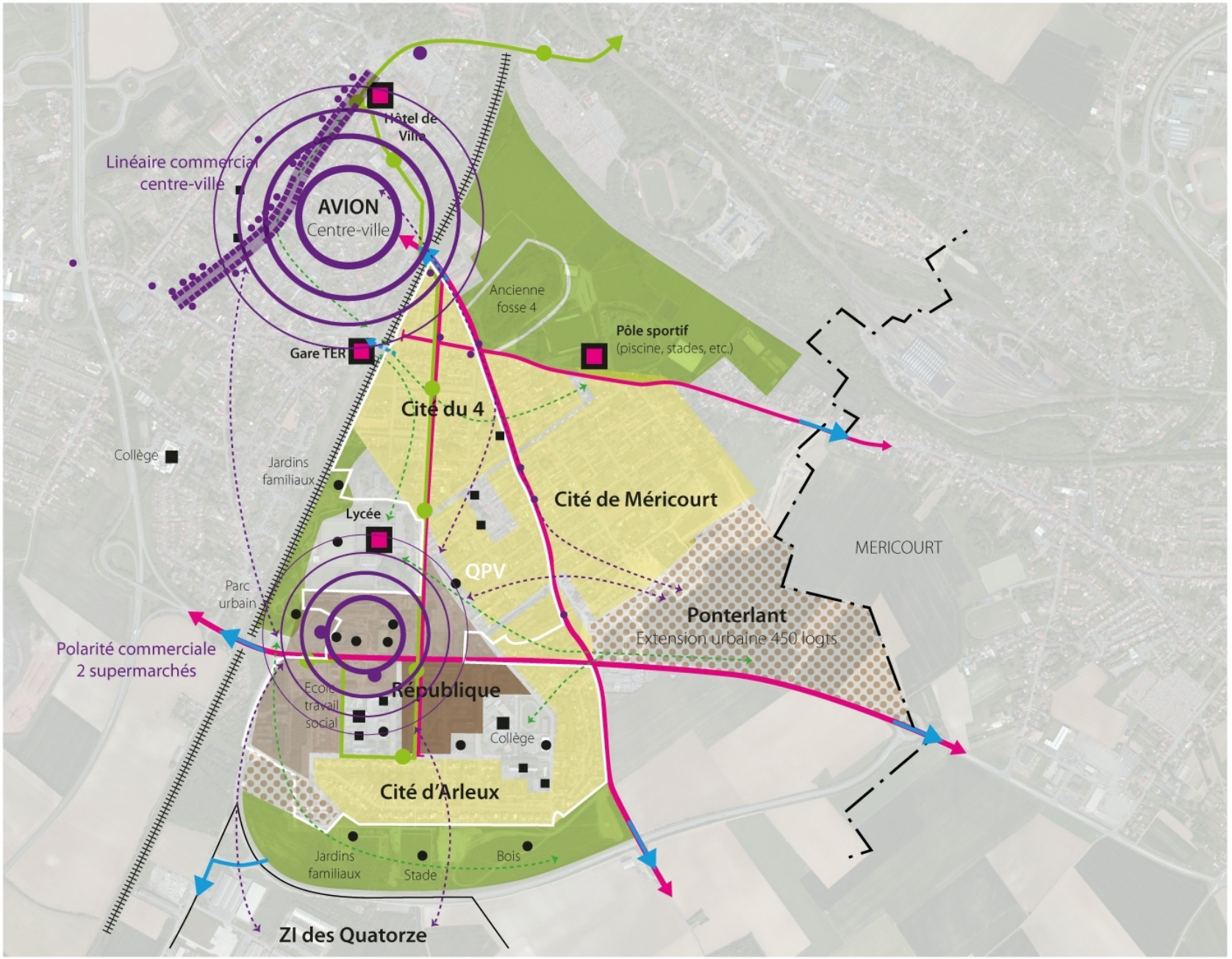


LEGENDE

- Des entités urbaines (cités minières, quartier moderne, etc.) aux typologies d'habitat différentes
- Secteur en développement (extension urbaine)
- Secteur paysager en frange du quartier
- Limites, «barrières» du quartier
- Accès au site, point de franchissement
- Ligne BHNS

Le NPNRU d'intérêt régional Bassin minier - Quartier de la République

Schéma de spatialisation des enjeux



LEGENDE

Habitat collectif
Quartier République - périmètre opérationnel de l'ANRU 1

Secteur en extension urbaine
Ponterlant et parcelles issues de restructuration foncière

Habitat collectif
Quartier République - secteur non concerné par la rénovation ANRU1

Habitat individuel
Cités minières du 4, de Méricourt, d'Arleux

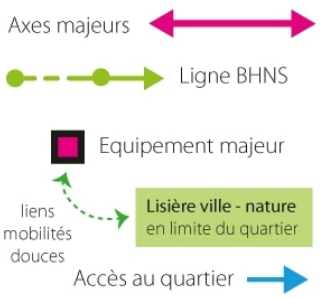
ENJEU DE RENOUVELLEMENT DE L'HABITAT

Favoriser au coeur du quartier une offre de logements diversifiée , adaptée aux besoins et à la demande et favorisant la mixité sociale

Proposer de nouveaux produits sur les secteur en extension urbaine, en cohérence avec l'attractivité du territoire

Poursuivre les interventions réalisées par le projet ANRU 1 notamment en cœur de quartier au pied de la tour des Hêtres démolie (ANRU1)

Intégrer et conforter les interventions sur le patrimoine minier (différents niveaux d'interventions selon le type d'habitat)

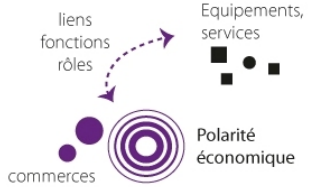


ENJEU DE DESENCLAVEMENT / COUTURE URBAINE

Lisibilité, confort et développement : structurer la trame viaire et les espaces publics, supprimer les impasses et hiérarchiser les voies, valoriser la trame paysagère des cités minières
S'appuyer sur l'arrivée du BHNS au coeur de quartier, véritable atout pour le développement (objectifs de désenclavement et de densification sur l'axe de son parcours)

Parcours et déplacements doux : irriguer le quartier, composer un maillage de cheminements piétons et cycles vers les équipements majeurs et les pôles attractifs à l'échelle de la Commune, vers les espaces paysagers de la trame verte d'Avion

Interfaces et entrées de quartier : gommer les infrastructures qui délimitent le secteur (passerelles à créer, passage sous voie ferrée à valoriser, etc.) et travailler le rapport entre les différents quartiers (transition, liens vers le centre-ville et Avion Ouest, ZI des Quatorze, Ponterlant, etc.)



ENJEU DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DE LA VIE LOCALE

Amélioration du cadre de vie : conforter les différentes polarités économiques à l'échelle de la Commune : la fonction commerciale et administrative du centre-ville et le pôle secondaire de services et d'équipement de proximité au coeur du quartier moderne de la République
Compléter l'offre de services existants (opportunité de la création d'un pôle santé par exemple)

Changement d'image du quartier : sortir de la poitique de la Ville, devenir un quartier en développement (accueil de jeunes entrepreneurs) en lien avec les dynamiques de la Ville (Ponterlant, ZI des Quatorze, etc.) et de l'Agglomération (économie sociale et sollidaire : développement d'une agriculture périurbaine et d'un réseau alimentaire de proximité sur la CALL)

Le quartier Calonne – Marichelles – Vent de Bise

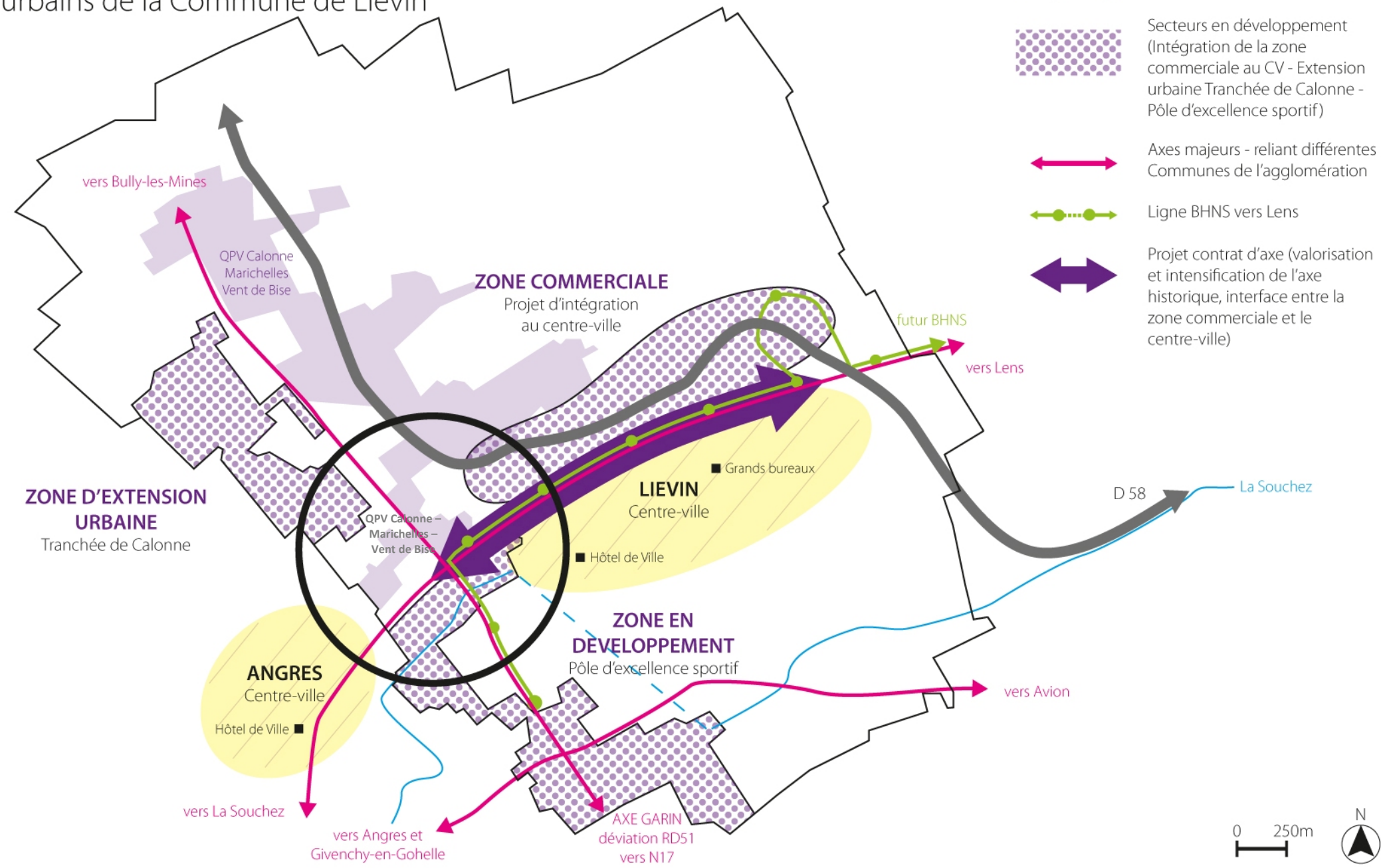
à Liévin,



PPIGE 2018

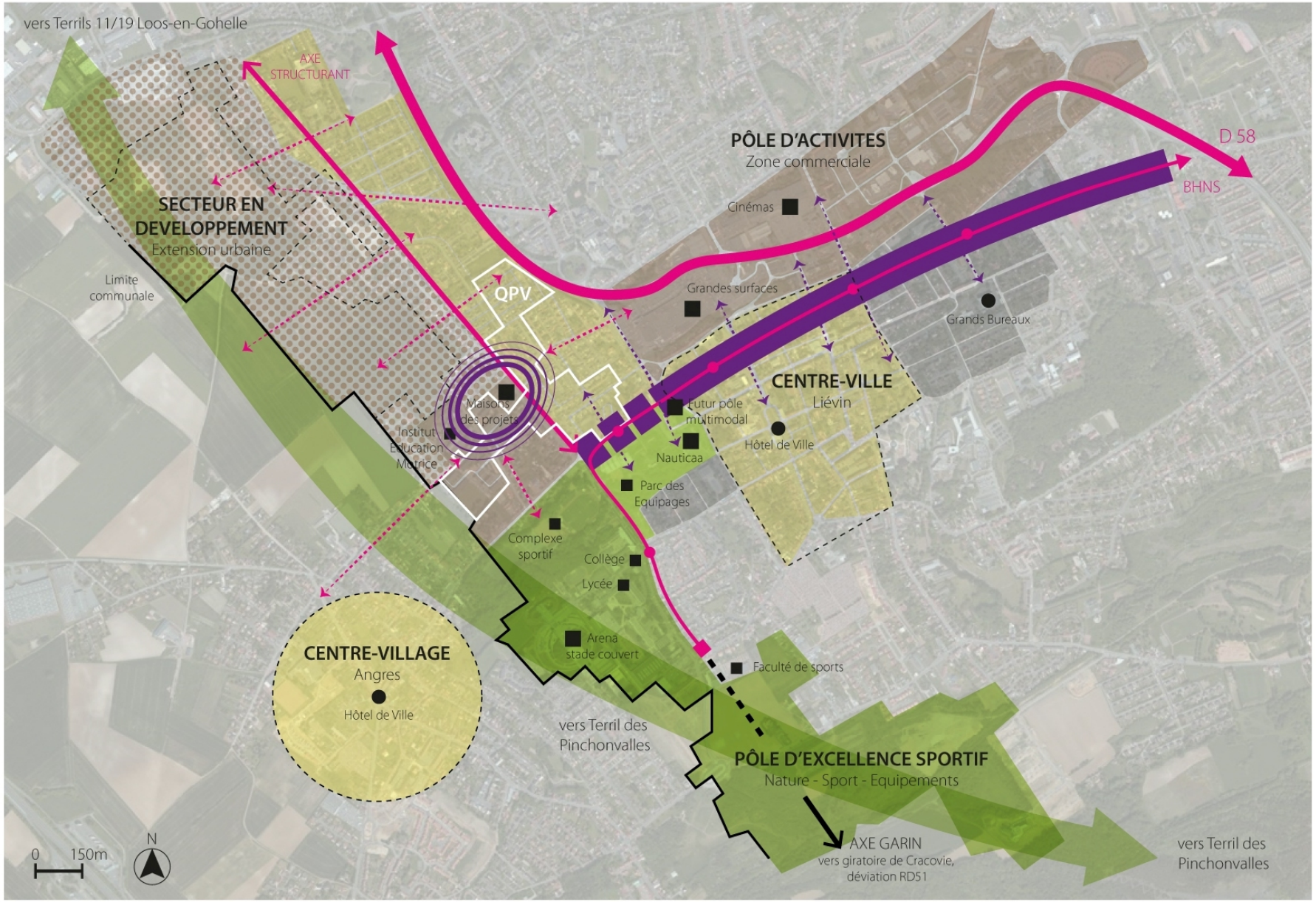
Le NPNRU d'intérêt régional Bassin minier - Vent de Bise,

à l'articulation des dynamiques de renouvellement et de développement urbains de la Commune de Liévin



Le NPNRU d'intérêt régional Bassin minier - Vent de Bise

Schéma de spatialisation des enjeux

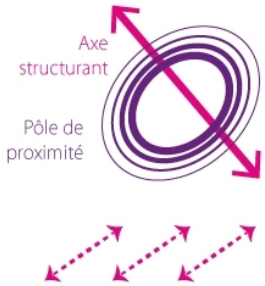


LEGENDE



ENJEU DE MIXITE

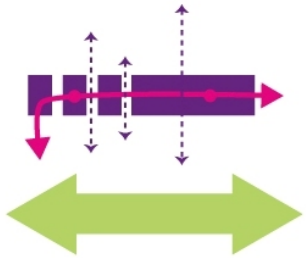
Un secteur à l'articulation de pôles majeurs, de nature, typologie et fonction différentes : renouveler et développer l'habitat tout en maintenant cette diversité de l'offre, notamment en logements collectifs. Dans le cas de difficultés face aux demandes (produit moins attractif que l'individuel social), envisager une reconversion, un changement de statut du logement vers le privé, en résidence étudiante, etc.



ENJEU DE QUALITE URBAINE / Amélioration du cadre de vie

Un pôle de proximité au coeur du quartier Vent de Bise : à l'articulation des différents secteurs urbains, autour d'équipements existants et en projet, desservi par un axe structurant, proposant des aménagements et des équipements de proximité (square jeux, commerces et services).
Tirer parti des atouts/contraintes environnementaux du site (accessibilité modes doux, exposition Sud, etc.)

Un quartier désenclavé et irrigué : hiérarchiser et structurer la trame viaire, composer un maillage, des parcours et cheminements vers les pôles attractifs pour une « ville passante ».
Créer des liaisons inter-quartiers pour le relier aux équipements des autres quartiers et au centre-ville.

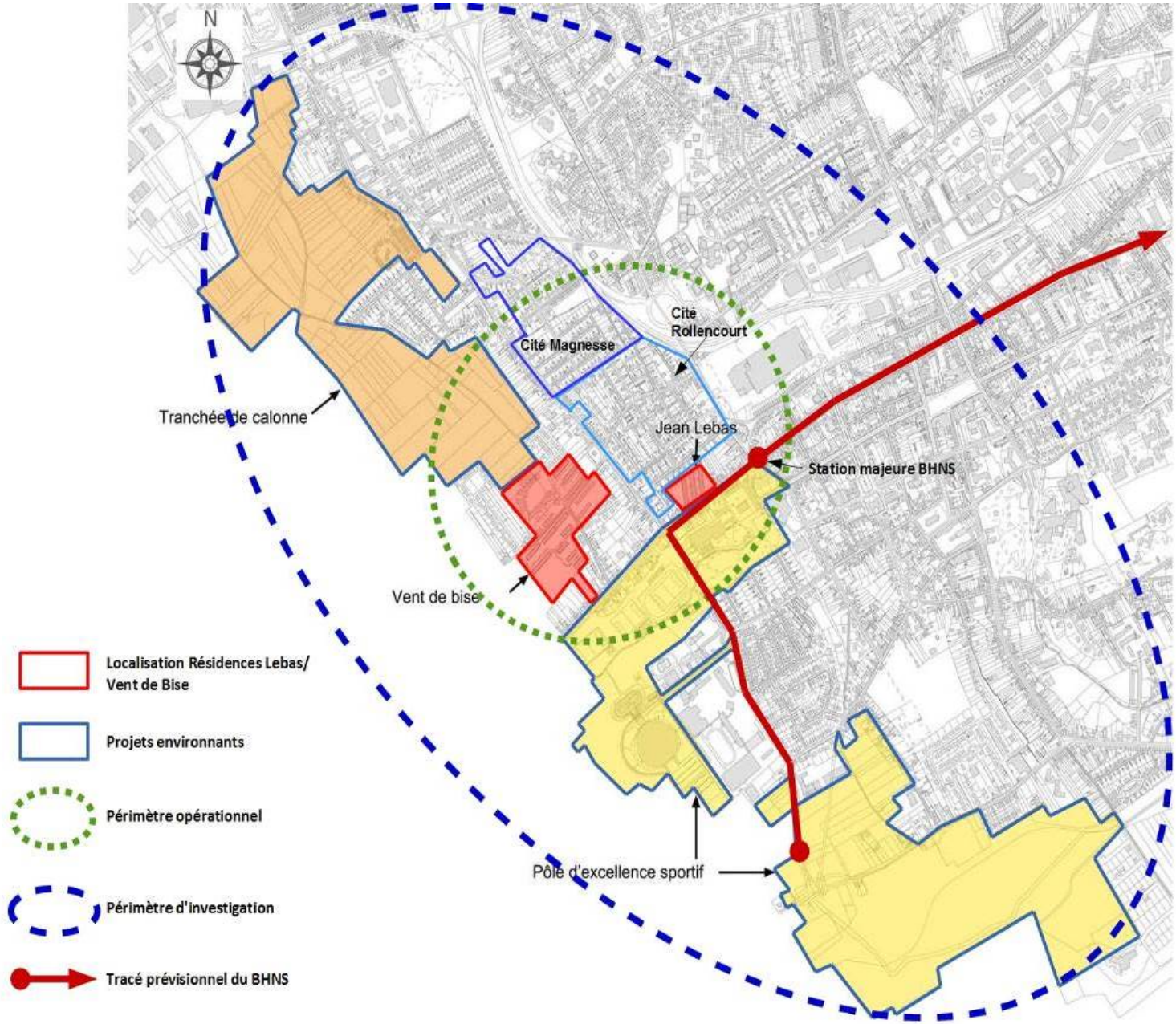


ENJEU D'INTEGRATION A LA VILLE ET AU PAYSAGE / Articulation entre zones urbaine et rurale

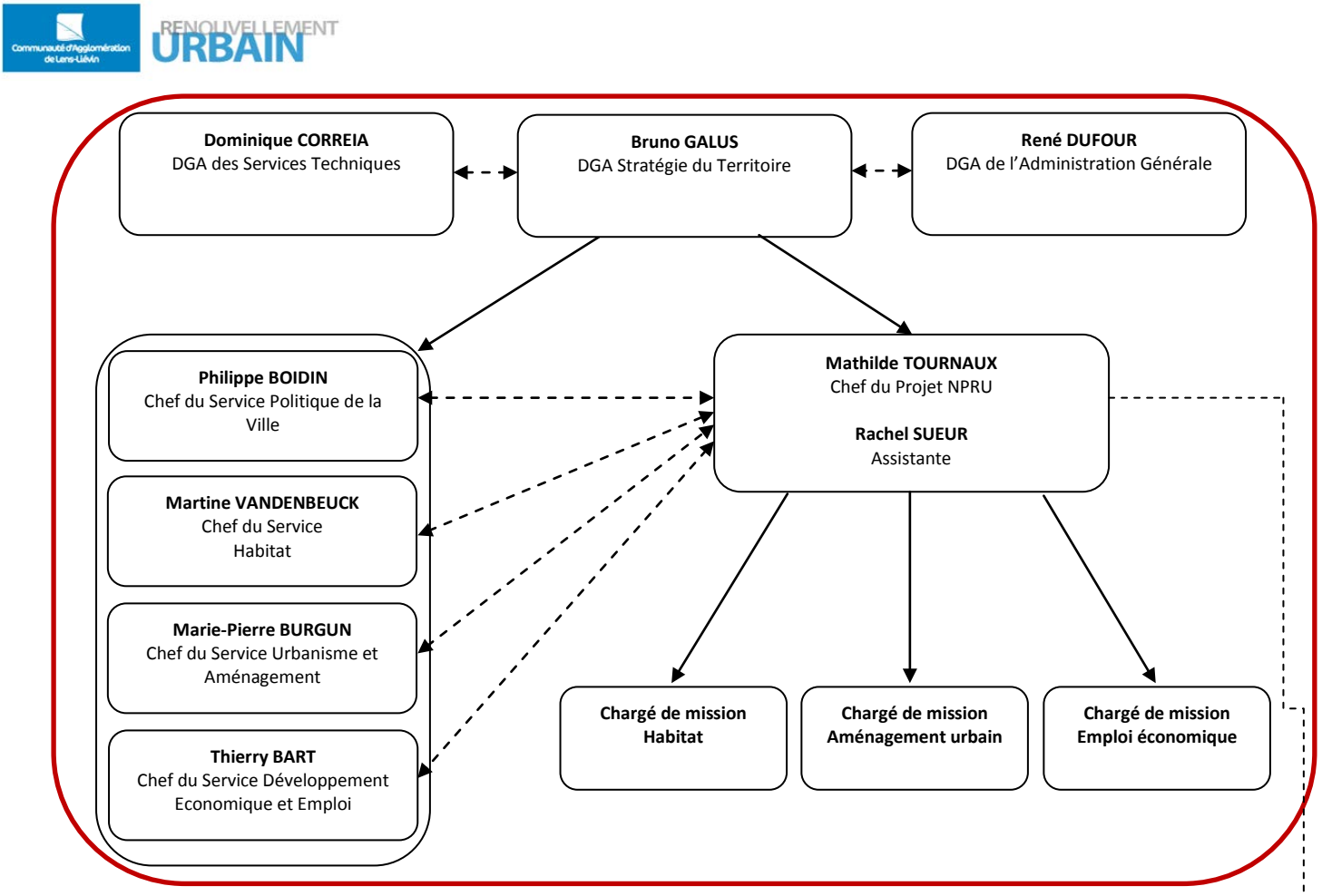
Un quartier connecté à la Ville : prolongement du front urbain commercial du centre-ville, en lien avec le projet du BHNS (projet de contrat d'axe : revalorisation du boulevard historique et intensification du centre-ville vers le centre commercial)

Un quartier intégré à la trame paysagère : préservation des espaces de « nature » en lisière urbaine, création de cheminements doux le long de la boucle trame verte de la ville, intégrés à un parcours reliant le terril des Pinchonvalles et les terrils 11/19 de Loos-en-Gohelle.

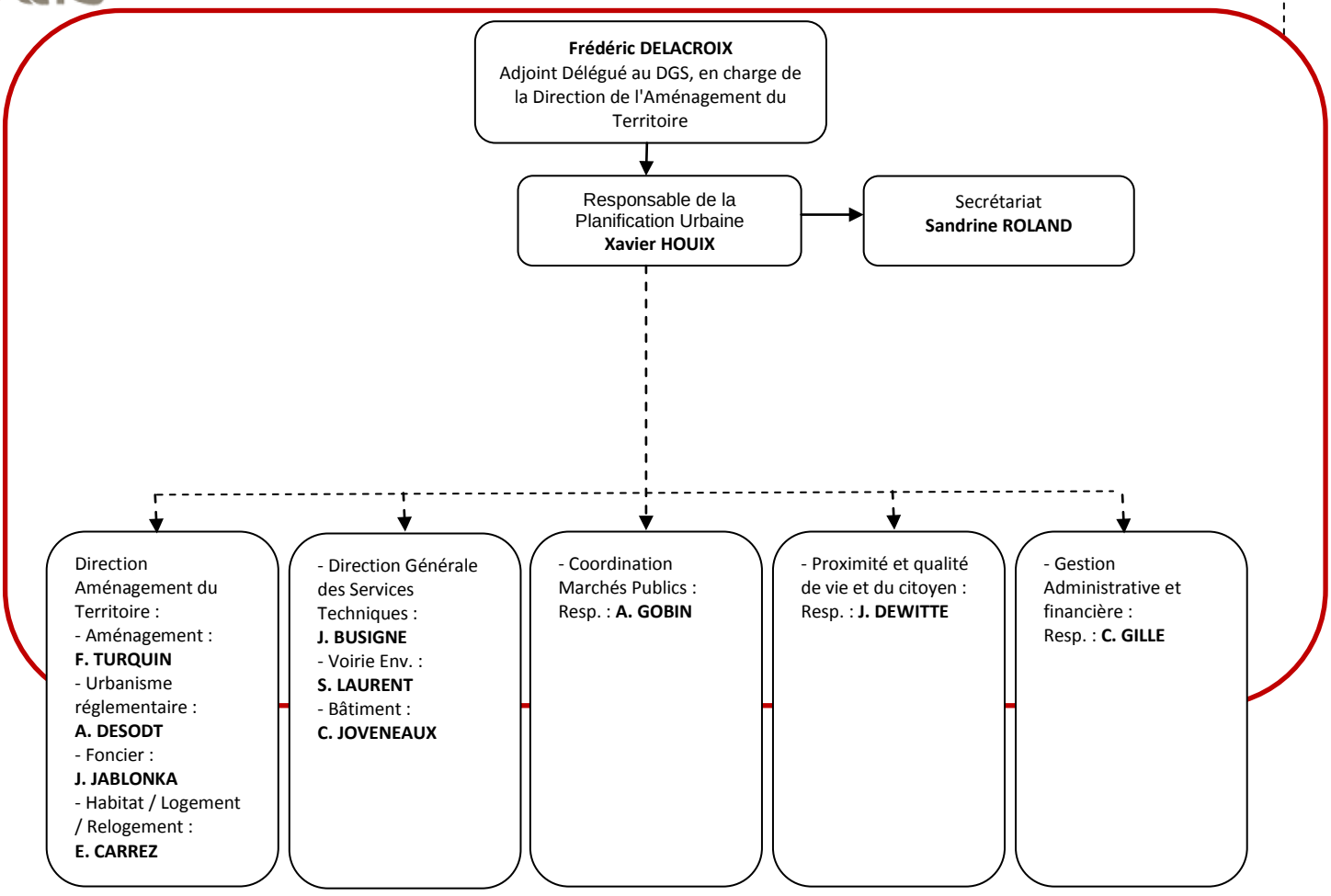
Les périmètres d'intervention

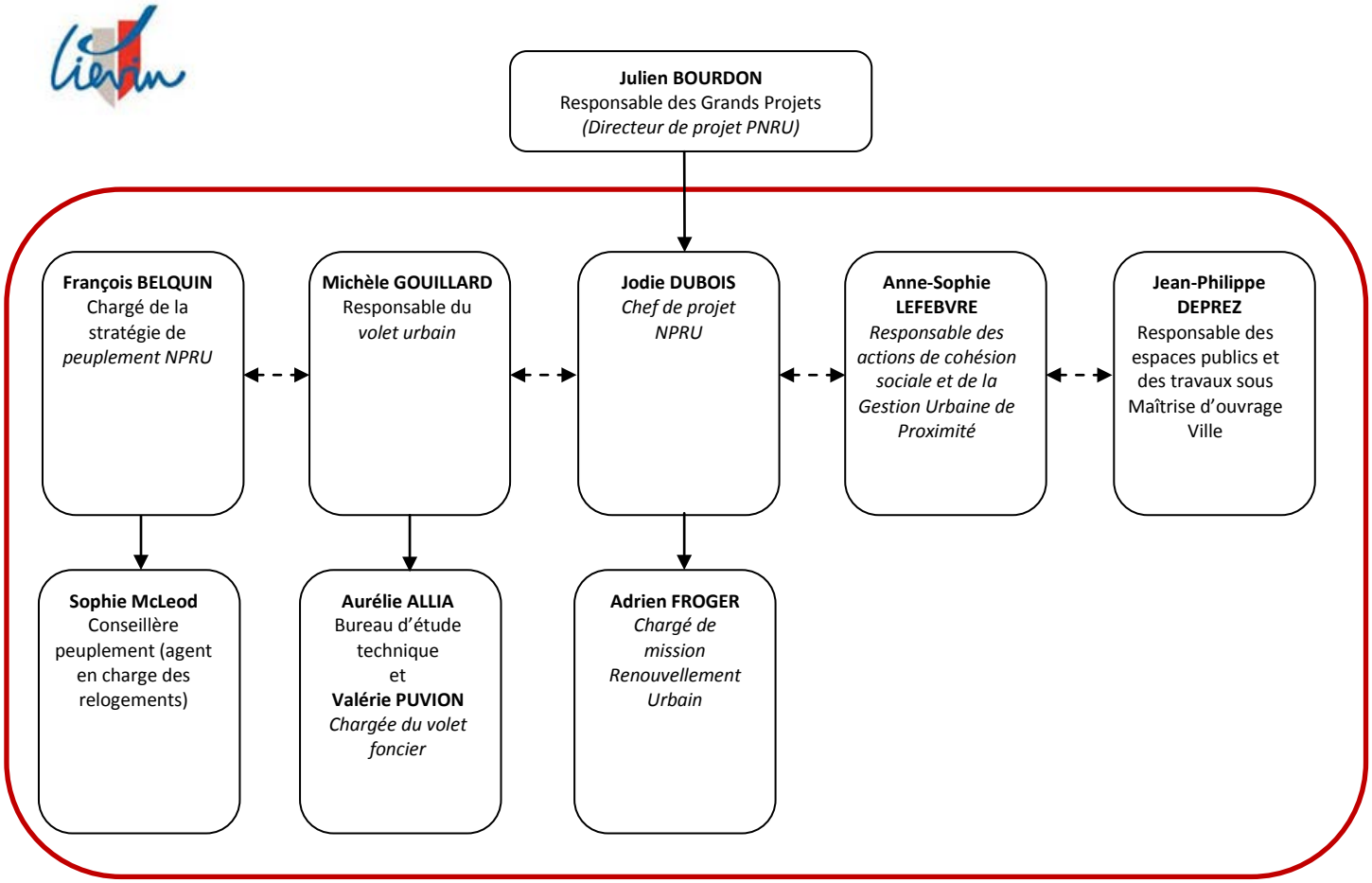


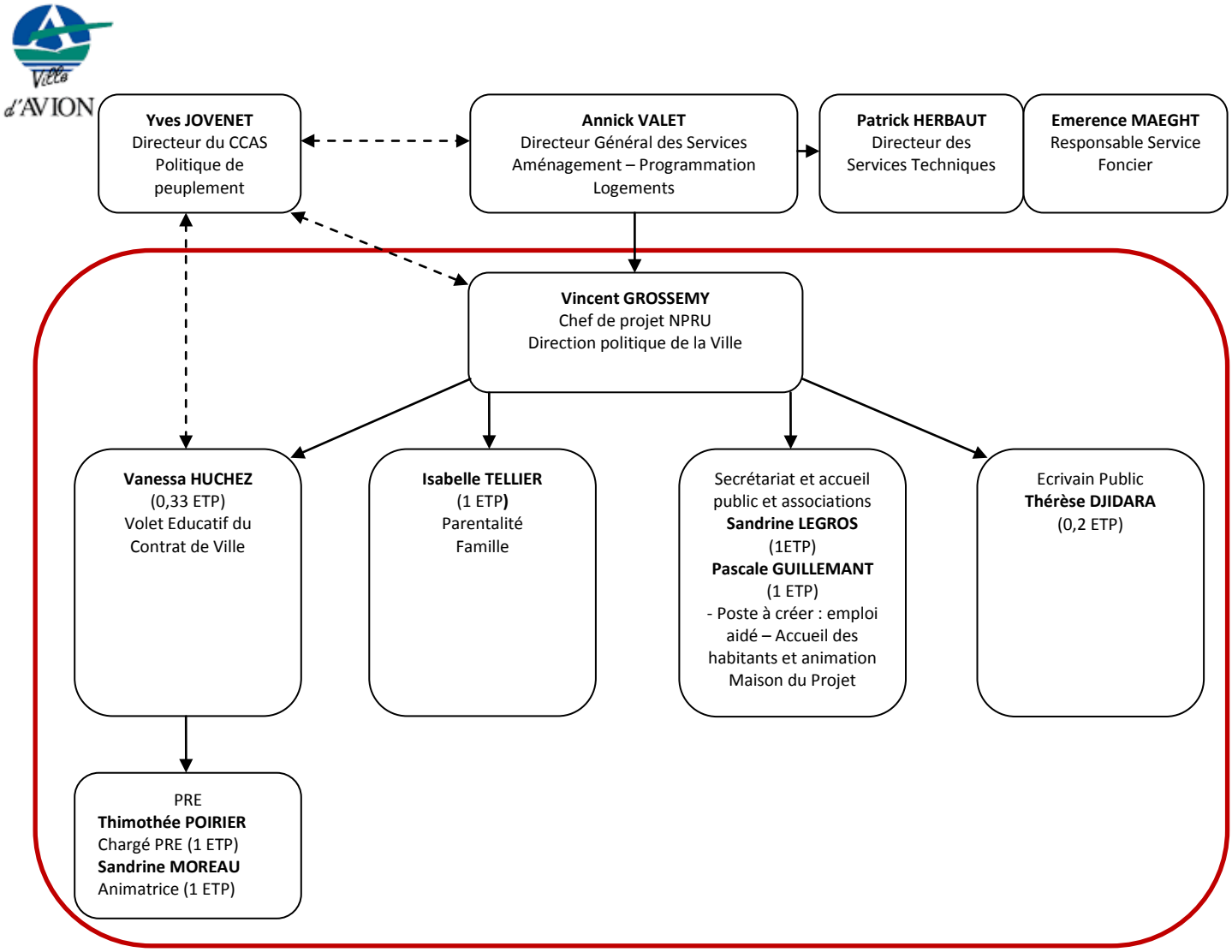
Annexe 4 – Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme…)


Dominique CORREIA
DGA des Services Techniques
Bruno GALUS
DGA Stratégie du Territoire
René DUFOUR
DGA de l'Administration Générale
Philippe BOIDIN
Chef du Service Politique de la Ville
Martine VANDENBEUCK
Chef du Service Habitat
Marie-Pierre BURGUN
Chef du Service Urbanisme et Aménagement
Thierry BART
Chef du Service Développement Economique et Emploi
Mathilde TOURNAUX
Chef du Projet NPRU
Rachel SUEUR
Assistante
Chargé de mission Habitat
Chargé de mission Aménagement urbain
Chargé de mission Emploi économique

OPC


Frédéric DELACROIX
Adjoint Délégué au DGS, en charge de la Direction de l'Aménagement du Territoire
Responsable de la Planification Urbaine
Xavier HOUIX
Secrétariat
Sandrine ROLAND
Direction Aménagement du Territoire :
- Aménagement :
F. TURQUIN
- Urbanisme réglementaire :
A. DESODT
- Foncier :
J. JABLONKA
- Habitat / Logement / Relogement :
E. CARREZ
- Direction Générale des Services Techniques :
J. BUSIGNE
- Voirie Env. :
S. LAURENT
- Bâtiment :
C. JOVENEAUX
- Coordination Marchés Publics :
Resp. : A. GOBIN
- Proximité et qualité de vie et du citoyen :
Resp. : J. DEWITTE
- Gestion Administrative et financière :
Resp. : C. GILLE


Julien BOURDON
Responsable des Grands Projets
(Directeur de projet PNRU)
François BELQUIN
Chargé de la stratégie de peuplement NPRU
Michèle GOUILLARD
Responsable du volet urbain
Jodie DUBOIS
Chef de projet NPRU
Anne-Sophie LEFEBVRE
Responsable des actions de cohésion sociale et de la Gestion Urbaine de Proximité
Jean-Philippe DEPREZ
Responsable des espaces publics et des travaux sous Maîtrise d'ouvrage Ville
Sophie McLeod
Conseillère peuplement (agent en charge des relogements)
Aurélie ALLIA
Bureau d'étude technique
et
Valérie PUVION
Chargée du volet foncier
Adrien FROGER
Chargé de mission Renouvellement Urbain


Yves JOVENET
Directeur du CCAS
Politique de peuplement
Annick VALET
Directeur Général des Services
Aménagement – Programmation
Logements
Patrick HERBAUT
Directeur des Services Techniques
Emerence MAEGHT
Responsable Service Foncier
Vincent GROSSEMY
Chef de projet NPRU
Direction politique de la Ville
Vanessa HUCHEZ
(0,33 ETP)
Volet Educatif du Contrat de Ville
Isabelle TELLIER
(1 ETP)
Parentalité
Famille
Secrétariat et accueil public et associations
Sandrine LEGROS
(1ETP)
Pascale GUILLEMANT
(1 ETP)
- Poste à créer : emploi aidé – Accueil des habitants et animation Maison du Projet
Ecrivain Public
Thérèse DJIDARA
(0,2 ETP)
PRE
Thimothée POIRIER
Chargé PRE (1 ETP)
Sandrine MOREAU
Animatrice (1 ETP)

Annexe 5 – Synthèse des diagnostics et études déjà réalisées

Cf. dossier de présentation du protocole

Annexe 6 – Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation


Cité de Rollencourt
Résidence
Jean Lebas
Sirocco
Pampero
Tivano
Vent de Bise
RENOUVELLEMENT
URBAIN
Quartier Calonne - Marichelles - Vent de Bise à Liévin,
NPNRU d'intérêt régional
0
50
100
200 M
N
PPIGE 2013
Date: 03/01/2017


Localisation des 3 résidences concernées par le démarrage anticipé des relogements
Sirocco
Pampero
Tivano
Bocquet
03 20 87 87 59



Figure 1 - Résidences Sirocco - Pampero – Tivano



Figure 2 - Entre les résidences Pampero et Tivano



Figure 3 - Résidences Sirocco et Pampero



Figure 4- Résidence Tivano

Annexe 7 – Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du eyatf'ime d'information le : 03/03/2017 ? 13:53)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 283	LOCALISATION	
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE
62498/Lens/QPV national/Cité 12-14 62065/Avion/QPV régional/République - Cité 4 62510/Liévin/QPV régional/Calonne - Marichelles - Vent De Bise 66666/Commune fictive/QPV national/QPV multisite (Intérêt national)	QP062024 QP062019 QP062028 QP999999	62498 62065 62510 66666
PORTEUR DE PROJET		
CA DE LENS LIEVIN		

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono-opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION N° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET														
283 6999999 14 0001 001 étude diversification habitat	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	150 000,00	0,00%	150 000,00	150 000,00
283 6999999 14 0001 002 Etude sur les potentiels de développement	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	150 000,00	0,00%	150 000,00	150 000,00
283 6999999 14 0001 003 Etude sur la stratégie énergétique TRI (t	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	55 000,00	0,00%	55 000,00	55 000,00
283 6999999 14 0001 004 Etude spécifique sur l'observatoire et év	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	15 000,00	0,00%	15 000,00	15 000,00
283 6062024 14 0001 005 Etude spécifique sur l'observatoire et év	NPN	QP062024					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	5 000,00	0,00%	5 000,00	5 000,00
283 6062028 14 0001 006 Etude spécifique sur l'observatoire et év	NPR	QP062028					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	5 000,00	0,00%	5 000,00	5 000,00
283 6062019 14 0001 007 Etude spécifique sur l'observatoire et év	NPR	QP062019					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	5 000,00	0,00%	5 000,00	5 000,00
283 6999999 14 0001 008 Chef de projet PRU (CALL)	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	230 000,00	0,00%	230 000,00	230 000,00
283 6999999 14 0001 009 Chargé de mission habitat (logement privé	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	142 500,00	0,00%	142 500,00	142 500,00
283 6062024 14 0002 001 Etude urbaine et sociale, de programmatio	NPN	QP062024					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE LENS/21620498	120 000,00	0,00%	120 000,00	120 000,00
283 6062024 14 0002 002 Mission méthodologie - Animation - Concer	NPN	QP062024					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE LENS/21620498	50 000,00	0,00%	50 000,00	50 000,00
283 6062028 14 0003 001 Etude urbaine et sociale, de programmatio	NPR	QP062028					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE LIEVIN/216205	120 000,00	0,00%	120 000,00	120 000,00
283 6062028 14 0003 002 Chef de Projet (Liévin)	NPR	QP062028					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE LIEVIN/216205	172 500,00	0,00%	172 500,00	172 500,00
283 6062019 14 0004 001 Etude urbaine et sociale, de programmatio	NPR	QP062019					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D AVION/21620065	120 000,00	0,00%	120 000,00	120 000,00
283 6062019 14 0004 002 Chef de Projet (Avion)	NPR	QP062019					0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D AVION/21620065	172 500,00	0,00%	172 500,00	172 500,00
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 512 500,00		1 512 500,00	1 512 500,00
TOTAL				0		0	0,00				1 512 500,00		1 512 500,00	1 512 500,00

CONTRIBUTIONS																										PRETS		ECHEANCIER			
VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL			CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
									y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
	%		%		%			%		%		%		%		%		%		%		%						
0,00	0,00%	45 000,00	30,00%	0,00	0,00%	30 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	75 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
0,00	0,00%	30 000,00	20,00%	0,00	0,00%	45 000,00	30,00%	0,00	0,00%	75 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
0,00	0,00%	18 000,00	32,73%	0,00	0,00%	22 000,00	40,00%	0,00	0,00%	15 000,00	27,27%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
0,00	0,00%	115 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	115 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	4	V
0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	71 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
36 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	60 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
36 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	60 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
86 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	86 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
36 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	60 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
86 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	86 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
305 500,00	20,20%	294 250,00	19,45%	0,00	0,00%	169 000,00	11,17%	0,00	0,00%	90 000,00	5,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	653 750,00	43,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
305 500,00	20,20%	294 250,00	19,45%	0,00	0,00%	169 000,00	11,17%	0,00	0,00%	90 000,00	5,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	653 750,00	43,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

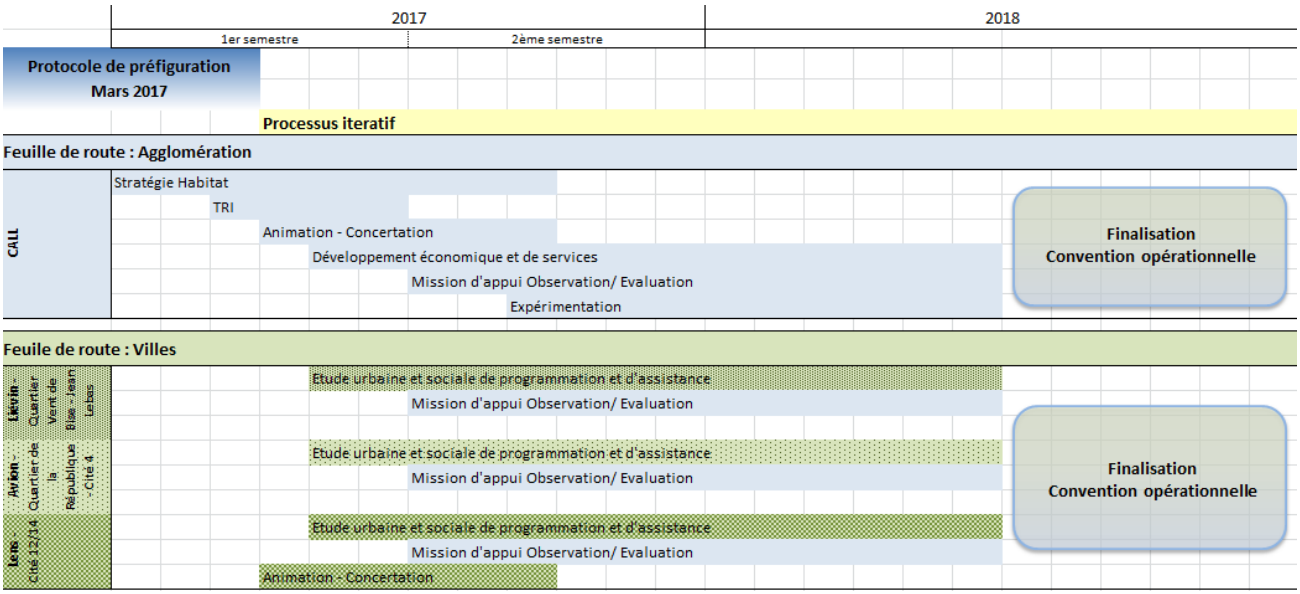
N° PROTOCOLE : 283	*LOCALISATION*		*CONTRIBUTIONS*	*PRETS*	*ECHEANCIER*
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE			
62498/Lens/QPV national/Cité 12-14 **62065/Avion/QPV régional/République - Cité 4** **62510/Liévin/QPV régional/Calonne - Marichelles - Vent De Bise** **66666/Commune fictive/QPV national/QPV multisite (Intérêt national)**	**QP062024** **QP062019** **QP062028** **QP999999**	**62498** **62065** **62510** **66666**			
PORTEUR DE PROJET					
CA DE LENS LIEVIN					

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS				MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION si hors QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL									y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																									
283 6999999, 6062024, 6062028, 6062019 14 0001 étude diversifica	NPN, NPR			0		0	0,00	0,00	0,00	62/CA DE LENS LIEVIN/246200	757 500,00	0,00%	757 500,00	757 500,00	0,00	0,00%	294 250,00	38,84%	0,00	0,00%	97 000,00	12,81%	0,00	0,00%	90 000,00	11,88%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	276 250,00	36,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	4	V
283 6062024 14 0002 Etude urbaine et sociale, de programmation e	NPN			0		0	0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE LENS/21620498	170 000,00	0,00%	170 000,00	170 000,00	61 000,00	35,88%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24 000,00	14,12%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	85 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
283 6062028 14 0003 Etude urbaine et sociale, de programmation e	NPR			0		0	0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE DE LIEVIN/216205	292 500,00	0,00%	292 500,00	292 500,00	122 250,00	41,79%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24 000,00	8,21%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	146 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
283 6062019 14 0004 Etude urbaine et sociale, de programmation e	NPR			0		0	0,00	0,00	0,00	62/COMMUNE D AVION/21620065	292 500,00	0,00%	292 500,00	292 500,00	122 250,00	41,79%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24 000,00	8,21%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	146 250,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	3	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		1 512 500,00		1 512 500,00	1 512 500,00	305 500,00	20,20%	294 250,00	19,45%	0,00	0,00%	169 000,00	11,17%	0,00	0,00%	90 000,00	5,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	653 750,00	43,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				0		0	0,00				1 512 500,00		1 512 500,00	1 512 500,00	305 500,00	20,20%	294 250,00	19,45%	0,00	0,00%	169 000,00	11,17%	0,00	0,00%	90 000,00	5,95%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	653 750,00	43,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Annexe 8 – Planning de réalisation des actions du programme de travail



Annexe 9 – Tableau des financements de l’Anah

Sans objet

Annexe 10 – Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

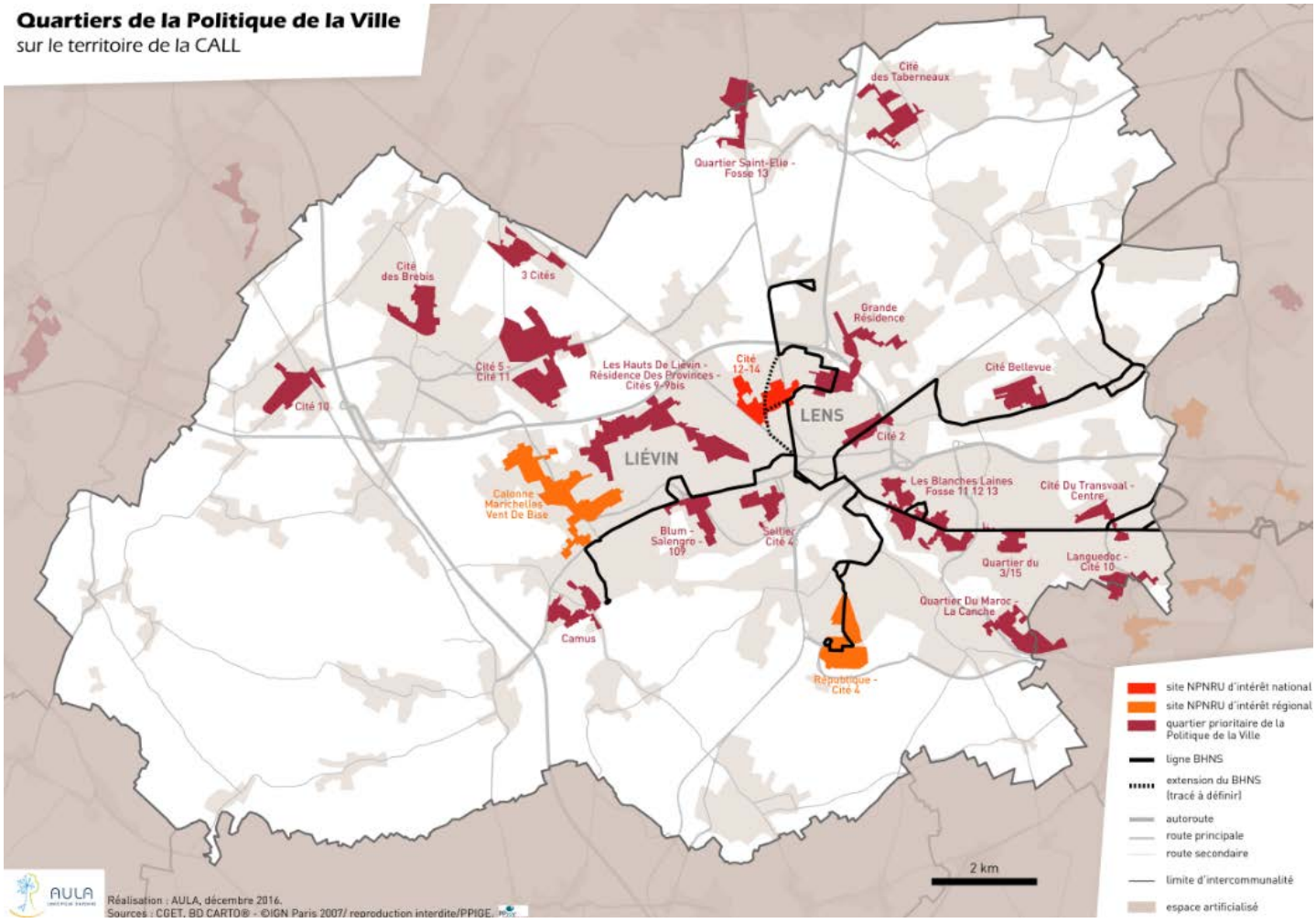
Libellé précis de l'opération	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention CDC	Date de lancement opérationnelle (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude sur les potentiels de développement économique et de services	*283 6999999 14 0001 002*	CALL	CALL	150 000,00 €	50% soit 75 000 €	1e semestre 2017	2
Etude sur la stratégie énergétique Troisième Révolution Industrielle et réseau de chaleur	*283 6999999 14 0001 003*	CALL	CALL	55 000,00 €	27,3% soit 15 000 €	1e semestre 2017	2

Annexe 11 – Convention relative au programme d'investissements d'avenir « ville durable et solidaire »

Sans objet

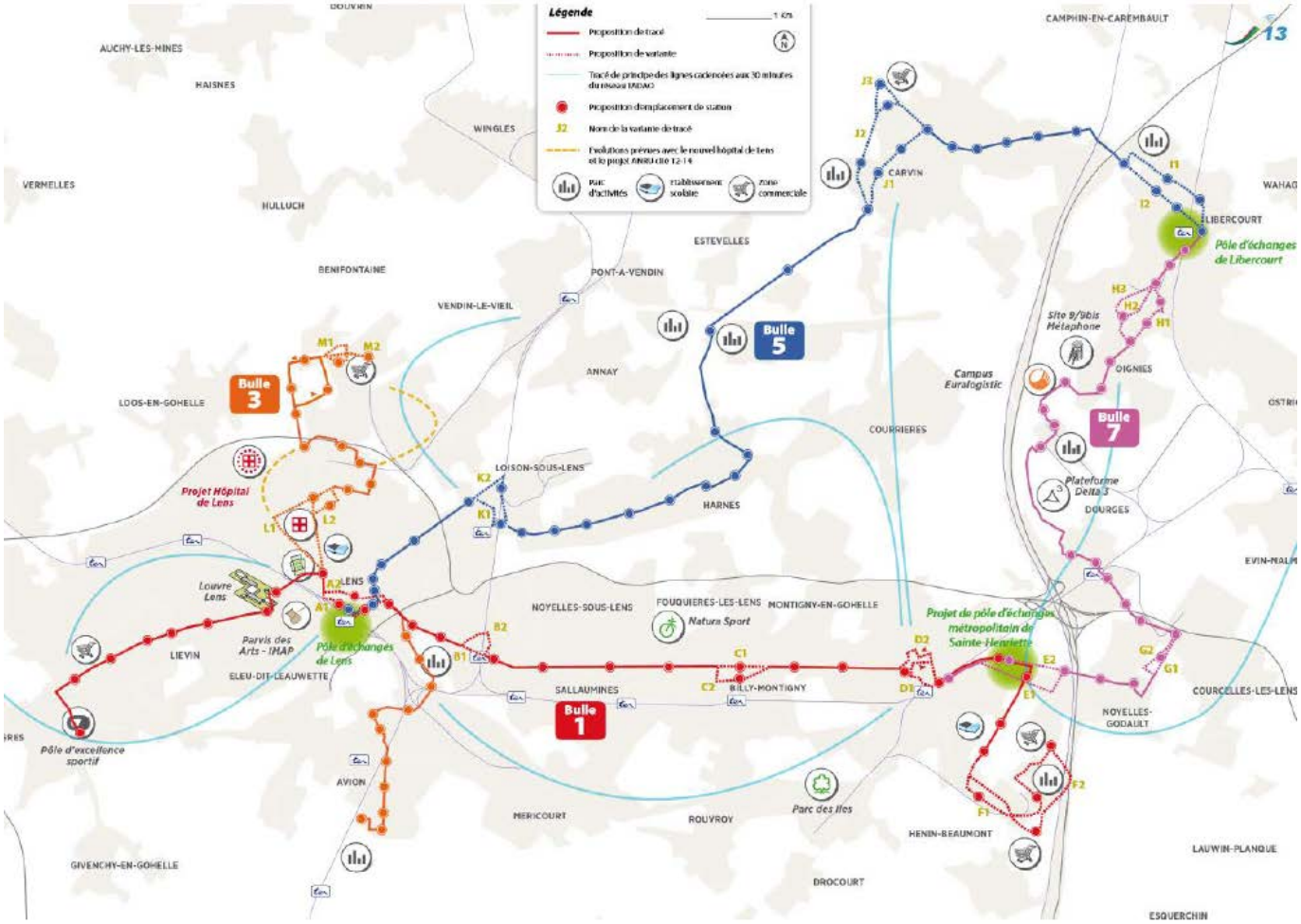
Annexe 12 – Tracés du BHNS en cours de déploiement

Quartiers de la Politique de la Ville
sur le territoire de la CALL



AULA

Réalisation : AULA, décembre 2016.
Sources : CGET, BD CARTO® - ©IGN Paris 2007/ reproduction interdite/PPIGE


Légende
Proposition de tracé
Proposition de variante
Proposition d'emplacement de station
Nom de la variante de tracé
Bulle 1
Bulle 3
Bulle 5
Bulle 7
Projet Hôpital de Lens
Louvre Lens
Parvis des Arts - IMAP
Pôle d'échanges de Lens
Pôle d'excellence sportif
Natura Sport
Projet de pôle d'échanges métropolitain de Sainte-Henriette
Pôle d'échanges de Libercourt
Campus Euralogistic
Site 9/Bois Hélaphone
Plateforme Delta 3
Parc des Iles
AUCHY-LES-MINES
HAISNES
WINGLES
VERMELLES
HULLUCH
BENIFONTAINE
VENDIN-LE-VIEIL
PONT-A-VENDIN
ESTEVELLES
CARVIN
ANNAY
LOOS-EN-GOHELLE
LOISON-SOUS-LENS
HARNES
COURRIERES
LENS
LIEVIN
ELEU-DIT-LEAUWETTE
NOYELLES-SOUS-LENS
FOUQUIERES-LES-LENS
MONTIGNY-EN-GOHELLE
SALLAUMINES
BILLY-MONTIGNY
AVION
MERICOURT
ROUVROY
HENIN-BEAUMONT
DROCOURT
GIVENCHY-EN-GOHELLE
ESQUERCHIN
LAUWIN-PLANQUE
COURCELLES-LES-LENS
NOYELLES-GODAULT
OIGNIES
DOURGES
LIBERCOURT
CAMPHIN-EN-CAREMBAULT